

Le 12 décembre 2018 – TITRE I

DEPARTEMENT du NORD

Enquête Publique Unique sur le territoire des  
Communes de BOUSBECQUE, COMINES, DEULEMONT,  
HALLUIN, WARNETON et WERVICQ-SUD

Commissaire enquêteur :  
Monsieur Dominique BOIDIN

Décision du Président du Tribunal Administratif de Lille  
Ordonnance N° E 18000116/59 du 08 août 2018

<p><b>RECALIBRAGE DE LA LYS MITOYENNE</b></p> <p><b>VOIES NAVIGABLES DE FRANCE</b></p>
--

- 1.DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE (DUP)**  
**2.AUTORISATION UNIQUE AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU**  
**3.PLAN PARCELLAIRE**  
**4.MISE EN COMPATIBILITE DU DOCUMENT**  
**D'URBANISME**

**TITRE I**

**Enquête Publique Unique**  
**du 15 octobre 2018 au 16 novembre 2018**

<p><b>RAPPORT D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE</b></p>
---

***Le présent dossier comprend (6) parties distinctes, d'une part le rapport d'enquête (titre I), d'autre part, les (4) conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur (titres II à V) , et les annexes (titre VI)***

Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France

# Sommaire

<b><u>Préambule</u></b>	<b>Pages 3</b>
<b>1. Objet de l'enquête publique</b>	<b>Pages 3 – 4 – 5</b>
<b>2. Présentation du projet</b>	<b>Pages 5 - 6</b>
<b>3. Intérêt général du projet</b>	<b>Pages 6 - 7</b>
<b>4. Opération transfrontalière</b>	<b>Pages 7 – 8</b>
<b>5. Estimation sommaire des dépenses et du financement du projet</b>	<b>Pages 9 - 10</b>
<b>6. Calendrier d'ordonnancement général des travaux</b>	<b>Pages 10 - 11</b>
<b>7. Avis des Personnes Publiques Associées</b>	<b>Page 12</b>
<b>8. Avis de l'Autorité Environnementale</b>	<b>Pages 13 – 14 – 15</b>
<b>9. Avis favorable du Conseil National de la Protection de la nature</b>	<b>Page 15</b>
<b><u>Organisation et déroulement de l'enquête</u></b>	<b>Pages 16 – 17 – 18 – 19 – 20</b>
<b><u>Examen des observations du Public</u></b>	<b>Pages 21 à 48</b>
<b><u>Avis et conclusions du commissaire enquêteur sur le déroulement de l'enquête publique</u></b>	<b>Pages 49 à 52</b>
<b><u>Annexes</u> (voir document séparé – voir document titre VI)</b>	

## **PREAMBULE**

Le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne entre Deûlémont et Halluin est un maillon de la liaison fluviale européenne Seine-Escaut, classée en 2004 parmi les trente projets prioritaires du réseau Trans-Européen de Transport (RTE-T). Ce projet est également inscrit au Contrat de Plan Etat-Région Hauts-de-France 2015-2020.

La section concernée par les travaux de recalibrage, objet du présent rapport, est comprise entre Deûlémont, à la confluence de la Deûle et de la Lys, et Halluin, soit un linéaire de 16,5 km. Cette section de la Lys est dite mitoyenne de par sa situation géographique à la fois sur le territoire français et sur les territoires wallon et flamand en Belgique.

## **1. OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

L'opération de recalibrage de la Lys mitoyenne entre Deûlémont et Halluin consiste essentiellement en une augmentation du gabarit de la voie d'eau par un élargissement et un approfondissement, soit des travaux de terrassement, de reconstitution de berges et de dragage.

Compte tenu de la situation particulière de la Lys mitoyenne, impliquant trois gestionnaires, cette opération de calibrage a abouti à des maîtrises d'ouvrages françaises et belges (wallonne et flamande) selon le découpage ci-après :

- section 1 : de Deûlémont à l'écluse de Comines sous maîtrise d'ouvrage de Voie Navigables de France (VNF).
- section 2 : de l'écluse de Comines à la frontière Wallonie/Flandre sous maîtrise d'ouvrage du Service Public de Wallonie (SPW).
- section 3 : de la frontière Wallonie/Flandre au pont de Menin sous maîtrise d'ouvrage de Waterwegen en Zeekanaal (W&Z).

La présente enquête publique unique correspond aux travaux de l'opération réalisés sur le territoire français dans les dites communes de Bousbecque (59166), Comines (59560), Deûlémont (59890), Halluin (59250), Warneton (59560) et Wervicq-Sud (59117) et nécessitant des autorisations françaises.

Cette enquête publique unique porte à la fois sur :

- la déclaration d'utilité publique (DUP) du projet de recalibrage de la Lys mitoyenne prévue par les articles L110-1 et suivants du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, valant pour l'enquête au titre de l'article L123-1 du code de l'environnement.

- l'état et le plan parcellaire nécessaire à la réalisation dudit projet sur les communes de Comines et d'Halluin, prévus par l'article R131-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique

- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme métropolitain, selon les articles L153-54 à L153-59 et R153-14 du code de l'urbanisme.

- au titre du code de l'environnement (CE) :
  - . dans le cadre des opérations susceptibles d'affecter l'environnement (R123-1 du CE). Le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne rentre dans les rubriques 9° a) de l'annexe de l'article R122-2 du CE relatif aux études d'impact,
  - . dans le cadre de l'article R214-1 qui présente le champ d'application des installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L214-1 à L214-6 du CE relatif à la loi sur l'eau,
  - . pour la législation concernant la protection des réserves naturelles nationales et des sites classés (article L414-1 et R414-19 à 26 du CE),
  - . pour la législation concernant la dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés (article L411-2 du CE).

En vertu de l'article L123-6 du code de l'environnement (modifié par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 – article 236), l'ensemble de ces procédures est regroupé en une enquête publique unique, organisée par la Préfecture du Nord, pour le compte des trois maîtres d'ouvrage concernés :

- Voies Navigables de France (VNF)
- Service Public de Wallonie (SPW)
- Waterwegen en Zeekanaal (W&Z)

Un seul dossier a été déposé pour Enquête Publique Unique, par les Voies Navigables de France agissant en qualité de demandeur-pétitionnaire pour son propre compte et en qualité de représentant et/ou de mandataire pour le compte des deux (2) autres maîtres d'Ouvrage en charge du Projet de Recalibrage de la Lys Mitoyenne, ci-après dénommés :

- Service Public de Wallonie (SPW) – 7500 Tournai Belgique
- Waterwegen en Zeekanaal NV (W&Z) - 9820 Merelbeke Belgique

Les autorisations administratives à obtenir pour la réalisation des travaux sur les trois (3) sections situées sur le territoire français, qui seront effectués par les trois (3) Maîtres d'Ouvrages sus nommés, sont sollicitées par les Voies Navigables de France (VNF) qui en est le porteur officiel du projet, pour son propre compte, et pour le compte des deux (2) autres maîtres d'ouvrage (SPW et W&Z).

Chaque Maître d'Ouvrage sera responsable de l'application des mesures en phase chantier.

Le dossier qui a été soumis à cette enquête publique unique, comporte les pièces ou éléments nécessaires, exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du projet, plan ou programme.

**Cette enquête publique unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur, ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des quatre (4) procédures, en vertu de l'article L123-6 du Code de l'Environnement sus visé, à savoir :**

- TITRE II : la Déclaration d'Utilité Publique (**Procédure 1**)
- TITRE III : l'Autorisation Unique au titre de la Loi sur l'Eau (**Procédure 2**)
- TITRE IV : le Dossier d'Enquête Parcellaire (**Procédure 3**)
- TITRE V : la Mise en Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (**Procédure 4**)

## **2. PRESENTATION DU PROJET**

Le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne, qui a été soumis à la présente enquête publique, correspond aux travaux qui seront réalisés sur le territoire français, uniquement, à savoir :

- l'ensemble des travaux de dragage et d'approfondissement de la partie du lit de la rivière située en France,
- la reconstitution et le terrassement des berges françaises, ainsi que la restauration des chemins de halage, avec le maintien de la continuité piétonne,
- la gestion des matériaux excédentaires de la section 1 (voir plus haut) :
  - les matériaux inertes seront principalement utilisés pour les remblais nécessaires au projet de traitement des berges, au remodelage des deux bras morts (Vert-Digue et Comines) dans le cadre de la réalisation des mesures compensatoires.
  - les matériaux non inertes seront gérés par la ou les entreprises en charge des travaux de dragages.
- les mesures compensatoires liées aux travaux réalisés en France :
  - le remodelage des deux bras morts (Vert-Digue et Comines) avec la création de hauts fonds pour recréer des habitats impactés par le dragage et la reconstitution de berge.
  - la création d'une zone humide sur le site n°18 de Deûlémont, suite à la destruction de zones humides.
- la partie sur le territoire français de l'aménagement du franchissement piscicole au niveau de l'écluse de Comines.

- La voie d'eau comprendra également les aménagements spécifiques suivants :

- Un bassin de virement à Bousbecque dimensionné pour les navires de classe européenne dite Va+
- Une nouvelle zone de stationnement et/ou de croisement, dimensionnée pour les navires de classe Vb. Cette zone servira également à la régulation du trafic des navires de classe Vb au droit de Wervik.
- Deux nouvelles zones d'attente pour alternat total, dimensionné pour les navires de classe européennes Vb, pour le passage sous le pont de Comines.

- Sur les 16.5 km de cours d'eau concerné, 20 km de berges seront reprofilés (10 km en France, 6 km en Wallonie, 4 km en Flandre). Quatre types de profils seront retenus selon la nature de l'occupation des rives, leur sensibilité environnementale et les besoins de surlargeur :

- profil standard (linéaire de 10 km), avec ou sans déplacement de l'emprise foncière
- profil raidi mixte (linéaire de 4.2 km) par raidissement de la pente de la berge
  - profil raidi avec palplanches sous l'eau (3,8 km), sans décalage du sommet de berge, avec raidissement par palplanches de la berge sous l'eau
  - profil raidi avec palplanches toute hauteur (2 km), sans décalage du sommet de berge, avec raidissement par palplanches de la berge sous l'eau.

- Le dragage sera effectué par pelle hydraulique sur ponton, et l'évacuation des matériaux extraits s'effectuera par barge.

- **Important** : dans le cadre du projet Seine Escaut, les Voies Navigables de France prévoient d'allonger l'écluse de Quesnoy sur Deûle (Nord) située sur le canal de la Deûle et de créer un franchissement piscicole, afin de participer à l'accessibilité du réseau régional par la flotte européenne. Ce projet en cours de finalisation, n'est pas soumis à la présente enquête publique unique sur le recalibrage de la Lys Mitoyenne.

- **Egalement**, la construction d'un quai sur le territoire de Warneton en Belgique est en projet. Il n'est donc pas non plus soumis à la présente enquête publique unique sur le recalibrage de la Lys Mitoyenne, puisque situé en Belgique.

### **3.INTERET GENERAL DU PROJET**

Dans le cadre plus général de tronçon de liaison, ce projet s'inscrit dans le programme européen de construction sur 106 km, du canal à grand gabarit dit « Seine-Escaut », entre Compiègne et Aubencheul-au-Bac, et de la mise au gabarit européen de l'Oise entre Creil et Compiègne, destiné à permettre la navigation de convois de 185 mètres x 11,4 mètres x 3,00 mètres (longueur x largeur x enfoncement), permettant ainsi le développement des échanges commerciaux entre la France et les pays du Nord de l'Europe.

L'objectif du maître d'ouvrage est de permettre une augmentation du gabarit actuel de la voie d'eau en passant de la classe IV à la classe Vb européenne, et d'absorber ainsi le trafic attendu à l'horizon 2030.

Les prévisions réalisées dans l'étude socio-économique de la liaison fluviale Seine-Escaut / Axe Deûle-Lys, jointe au dossier d'enquête publique, indiquent pour la Lys mitoyenne un trafic total (vrac et conteneurs) de l'ordre de 11,9 millions de tonnes en 2030 pour un trafic de 5,0 millions de tonnes, aujourd'hui, soit un trafic attendu de près de 8.6 millions de tonnes.

L'aménagement global de la liaison fluviale Seine-Escaut visera à moyen terme, à :

- Libérer le potentiel de croissance du transport de marchandises aujourd'hui freiné par le goulet d'étranglement routier du nord de la France, en proposant un mode de transport alternatif
- Assurer le développement du transport fluvial rendu possible et/ou compétitif par l'émergence de navires à grand gabarit, et contribuer aux stratégies de développement des ports de l'axe Seine et du port de Dunkerque.
- Favoriser l'essor économique et industriel des territoires traversés, avec la création de plateformes multimodales d'échange alimentées par la voie d'eau, et la route ou le rail.
- Permettre un développement durable respectueux de l'environnement : réduction du trafic routier, diminution du CO2, et de transition énergétique.

La Lys mitoyenne est donc un tronçon de l'axe Deûle-Lys, qui s'inscrit dans le vaste projet transfrontalier Seine-Escaut, développé dans le cadre de la Commission Intergouvernementale entre la France, la Flandre et la Wallonie, pourra ainsi assurer la liaison entre le canal Seine Nord-Europe et les ports de la mer du Nord, et en deviendra un maillon central.

**Seuls les trafics générés par ce projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne ont été pris en compte, et ont été considérés comme projets connexes les autres tronçons de liaisons fluviales s'inscrivant dans le programme européen dit Seine Escaut sus visé.**

#### **4- OPERATION TRANSFRONTALIERE**

Les trois territoires concernés par le linéaire qui sera recalibré par ledit projet ont chacun leur propre réglementation relative aux autorisations administratives nécessaires à l'aménagement de leur territoire.

Leurs relations transfrontalières sera régie par trois conventions franco-belges, (en cours de signature) à savoir :

- Une Convention Cadre, signée au niveau étatique, qui précise les engagements de chaque pays ainsi que la répartition de la maîtrise d'ouvrage.
- Une Convention d'Exécution, signée au niveau des maîtres d'ouvrage, qui précise les modalités d'application de la convention cadre pour les travaux du recalibrage de la Lys Mitoyenne.
- Une Convention d'Entretien et d'Exploitation, signée entre les gestionnaires de voies navigables, qui précisent les modalités d'entretien et d'exploitation (notamment pendant les travaux de recalibrage et au-delà).

La répartition de la maîtrise d'ouvrage correspondra à trois tronçons et non à des territorialités, à savoir (pour rappel – voir paragraphe 1-objet de l'enquête publique) :

- Section 1 : de Deûlémont à l'écluse de Comines sous maîtrise d'ouvrage de Voie Navigables de France (VNF).
- Section 2 : de l'écluse de Comines à la frontière Wallonie/Flandre sous maîtrise d'ouvrage du Service Public de Wallonie (SPW).
- Section 3 : de la frontière Wallonie/Flandre au pont de Menin sous maîtrise d'ouvrage de Waterwegen en Zeekanaal (W&Z).

Il en découlera que les autorisations obtenues sur un territoire donné devront s'appliquées au bénéfice des maîtres d'ouvrage porteurs des travaux situés sur la section dont ils ont la responsabilité, à savoir :

- Autorisations Wallonnes : au bénéfice des maîtres d'ouvrage français et wallon (VNF et SPW)
- Autorisations Flamandes : au bénéfice du maître d'ouvrage flamand (W&Z)
- Autorisation Françaises : au bénéfice des maîtres d'ouvrage français, wallon et flamand (VNF, SPW et W&Z).

Les impacts transfrontaliers générés par les travaux réalisés dans chaque tronçon devront être traité dans le cadre de la Convention d'ESPOO.

Important, il est rappelé que :

L'article 18 de la Convention Cadre entre la France et la Belgique, stipulée plus haut, relative à l'aménagement de la Lys Mitoyenne entre Deûlémont et Menin, prévoit que chacune des parties contractantes traitera les déchets résultants de l'exécution des travaux dont elle aura la charge suivant les modalités régissant sur son territoire, le traitement des déchets.

Ces modalités respecteront la législation de l'Union Européenne en matière de gestion des déchets.

Cet article 18 fera office d'accord international de transfert de déchets, autorisés dans le cadre de la législation européenne.

Chaque maître d'ouvrage sera responsable de la gestion des matériaux excédentaires générés sur sa section d'intervention.

En définitive, le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne sera soumis à :

- Trois législations différentes sur leurs territoires respectifs : français, wallon, flamand
- A l'application de la Convention d'ESPOO pour la gestion des impacts transfrontaliers.

A ce titre, sur le territoire français, les travaux de recalibrage de la Lys Mitoyenne, sur les sections 1,2 et 3 nécessiteront (voir paragraphe 1. Objet de l'enquête publique) :

- Une déclaration d'utilité publique au titre du Code de l'Expropriation (car des acquisitions foncières sont nécessaires) et au titre du Code de l'Environnement (car le projet nécessite une étude d'impact sur l'environnement)
- Une autorisation unique (incidence de la Loi sur l'Eau et demande de dérogation pour le déplacement et/ou la destruction d'espèces protégées)
- Une mise en compatibilité des documents d'urbanisme
- Un dossier d'enquête parcellaire



## **5 – ESTIMATION SOMMAIRE DES DEPENSES ET DU FINANCEMENT DU PROJET**

L'estimation financière prévisionnelle globale (travaux en France et en Belgique) au stade Avant-Projet du recalibrage de la Lys Mitoyenne s'élève à 105 millions d'euros hors taxes (valeur mars 2014).

Décomposition par postes :

Cette estimation se décompose comme suit entre les différents postes :

<b>Postes</b>	<b>Désignation poste</b>	<b>Montant en M€HT</b>
Poste 1	Prix généraux	2.1
Poste 2	Travaux préparatoires (y compris forestier)	1.3
	Travaux de défense de berge (y compris soutènement en palplanche) et végétalisation des berges	9.8
Poste 3	Terrassement de berges (élargissement et approfondissement du chenal) et évacuation des matériaux	21.4
Poste 4	Dragages d'entretien	8.4
Poste 5	Cheminement (y compris restauration de fossés) signalisation	1.8
Poste 6	Bassin de virement de Bousbecque	4.3
Poste 7	Mesures compensatoires et d'accompagnement, y compris franchissements piscicoles	4.0
Poste 8	Maîtrise foncière, dégagement des emprises, aménagement des emprises (démolition, gestion de réseaux existants...)	2.1
Poste 9	Recalibrage de la traversée de Comines	18.2
Poste 10	Recalibrage de la traversée de Wervik	13.3
Poste 11	Frais d'études	8.7
	<b>TOTAL HORS ALEAS :</b>	<b>95.4</b>
	<b>ALEAS 10 % :</b>	<b>9.54</b>
	<b>TOTAL HT valeur mars 2014</b>	<b>105</b>

**Le coût total toutes taxes comprises à terminaison de l'opération de recalibrage de la Lys Mitoyenne est estimé à 140 M € TTC**

La répartition financière entre les trois maîtres d'ouvrage :

La répartition des co-financements entre les trois maîtres d'ouvrage est calculée au prorata du linéaire de berges par pays.

La section 1 est co-financée à 50% / 50% par VNF et SPW

La section 2 est co-financée à 44% / 56% par VNF et SPW

La section 3 est co-financée à 48 % / 52% par VNF et W&Z

Ainsi chaque pays finance les travaux réalisés sur son territoire.

Le montant total des travaux à charge de la France s'élève à 46.18 M € HT

**Le coût total toutes taxes comprises à terminaison à la charge de la France est estimé à plus de 58.6 M € TTC, à 36.1 M€ TTC pour la Wallonie, et à 45.4 M€ TTC à la charge de la Flandre.**

C'est sur la base de ce dernier montant que sont estimés les co-financements attendus pour le projet :

Co-financement acquis :

- 0.99 M€ de participation régionale au titre du CPER 2007-2015
- 20.25 M€ de participation régionale au titre CPER 2015-2020
- 0.77 M€ de participation européenne au titre du MAP 2007-2015
- 10.49 M€ de participation européenne au titre du MIE 2014-2020  
(une partie du montant, environ 4M€, vient en déduction de la participation Wallonne)

Co-financements prévisionnels au-delà de 2020 :

- 6.49 M€ de participation européenne sur la base d'une subvention à hauteur de 40% du montant total des dépenses, ce taux correspondant au niveau global d'intervention de la région sur le CPER actuel.
- 3.7 M€ de participation européenne sur la base d'une subvention de 40% du montant hors taxes des travaux, dans la continuité du dispositif en cours.

Ainsi, la part restant à financer par les Voies Navigables de France s'élève à plus de 10 M€ TTC, à terminaison.

## **6- CALENDRIER D'ORDONNANCEMENT GENERAL DES TRAVAUX**

### **Section 1 de Deûlémont à l'écluse de Comines (maîtrise d'ouvrage VNF) :**

Première phase de travaux de : septembre 2018 à octobre 2018 :

- Défrichage, débroussaillage, abattage d'arbres

Deuxième phase de travaux de : avril 2019 à avril 2021 :

- Défenses de berges sur l'ensemble du linéaire hors zones à enjeux
- Défenses de berges des zones à enjeux écologiques (prairie de Warneton, îlot de Deûlémont) d'août 2019 à février 2020
- Travaux sur les fossés (curage, déplacement) d'octobre 2019 à janvier 2020 et d'octobre 2020 à janvier 2021 si nécessaire
- Terrassement et modélisation du terrain de dépôt n°18 de septembre 2019 à février 2020

Troisième phase de travaux de : mars 2021 à janvier 2025 :

- Travaux de dragage. Dragage par période de quatre à cinq semaines avec une interruption de quatre semaines avant reprise. Cette gestion correspond à un scénario où sera utilisé le futur site de transit pour assécher les matériaux extraits avant valorisation.

Quatrième phase de travaux de : septembre 2019 à mars 2020 :

- Remblais et modélisation des délaissés du vert digue et de Comines.
- Réalisation des ouvrages du franchissement piscicole de Comines

## **Section 2 la traversée de Comines sous maîtrise d'ouvrage SPW :**

Les premiers travaux ont commencé le 12 décembre 2016 et correspondent à des travaux urbains en rive gauche de la Lys. Ils sont réalisés sur le territoire belge à la limite du territoire français.

Première phase de travaux de : septembre 2018 à octobre 2018 :

- Défrichage, débroussaillage, abattage d'arbres.

Deuxième phase de travaux de : octobre 2018 à septembre 2019 :

- Défenses de berges au niveau du pont de Comines puis à l'aval rive droite (3 à 4 mois de travaux effectifs durant cette période) : travaux d'élargissement et d'approfondissement par mise en place de palplanches tirantées et reprises des différents raccordements (tuyaux et collecteurs).

Troisième phase des travaux de : septembre 2019 à juin 2020 :

- Travaux de dragage : les zones d'interventions sont localisées à l'amont du pont de Comines et après la station d'épuration. Le volume concerné est d'environ 40 000 m<sup>3</sup>, soit environ quatre mois de travaux cumulés durant la période. Le reste du linéaire est un nouveau canal creusé à sec sur le territoire belge.

Rétablissement du chemin de halage entre le pont de Comines et le futur îlot de Comines ainsi que le raccordement avec le chemin communal à l'aval bord à voie d'eau.

## **Section 3 de Bousbecque à Halluin sous maîtrise d'ouvrage W&Z**

Première phase de travaux de : septembre 2020 à octobre 2020 :

- Défrichage, débroussaillage, abattage d'arbres

Deuxième phase de travaux d'octobre 2020 à août 2022 :

- Défenses de berges sur l'ensemble de linéaire hors zones à enjeux

Défenses de berges des zones à enjeux écologiques (prairies de Bousbecque) d'août 2020 à février 2021 et d'août 2021 à février 2022 en fonction de l'avancement des travaux.

- Travaux sur les fossés (curage, déplacement) d'octobre 2020 à janvier 2021, et d'octobre 2021 à janvier 2022.

Troisième phase de travaux de : janvier 2022 à août 2023 :

- Travaux de dragage

Quatrième phase de travaux : de septembre 2021 à mars 2022 :

- Réalisation des ouvrages de franchissement piscicole de Menin

## **7 – AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES**

Le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne a été notifié avant l'ouverture de l'enquête publique aux PPA (personnes publiques associées), conformément aux articles L121-4 et L123-9 du code de l'urbanisme, par la Préfecture du Nord, à l'issue d'une réunion d'information en date du 17 novembre 2017.

Il s'agit juste d'une procédure visant uniquement à informer ces différents services du projet envisagé.

Les services notifiés ont pu émettre, ou non, un avis ou des observations durant au cours de cette réunion.

Par ailleurs, une consultation des autres Personnes Publiques a été faite par un courrier de la Préfecture du Nord en date du 25 juillet 2017 selon les documents joints en Annexe.

Délimitation du périmètre des organismes consultés soit au titre de la réunion du 17 novembre 2017, soit au titre du courrier du 25 juillet 2017 sus visés :

- le Conseil Régional des Haut de France
- le Conseil Départemental du Nord
- la Métropole Européenne de Lille
- la Chambre de Commerce et d'Industrie du Grand Lille Haut de France
- le Syndicat Mixte du SCOT de Lille Métropole
- la Chambre d'agriculture du Nord Pas de Calais
- la Commune de Bousbecque
- la Commune de Comines
- la Commune de Deûlémont
- la Commune d'Halluin
- la Commune de Warneton
- la Commune de Wervicq-Sud
- la Direction Départementale des Territoires et de la Mer
- le Conseil National de la Protection de la Nature
- la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts de France
- l'Agence Régionale de Santé
- le Département Agriculture et Pêche de l'Autorité Flamande
- le Service Aménagement du Territoire de la Ville de Menin
- le Département Environnement de l'Autorité Flamande

Un procès-verbal de compte rendu de ladite réunion des Personnes Publiques Associées du 17 novembre 2017 a été rédigé par les soins de la Préfecture, le 14 décembre 2017, et les réponses des Personnes Publiques Associées figurent dans l'annexe du dossier d'enquête publique.

**8- AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE SUR L'ETUDE D'IMPACT DEPOSEE EN DATE DU 27 JUILLET 2017 – SON DELIBERE N°2015-62 DU 25 OCTOBRE 2017 (extrait de la synthèse de l'Avis de l'Ae- voir annexe n°7)**

En application de l'article 9 de son règlement intérieur, et sur saisine pour avis par le Préfet du Nord, le 27 juillet 2017, l'Autorité Environnementale du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) a délibéré le 25 octobre 2017 sur le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne entre Deûlémont et Halluin.

Conformément aux articles L 122-1, L122-7, R122-6 et suivants, du Code de l'Environnement, il est rappelé que l'avis de l'Autorité Environnementale ne porte pas sur l'opportunité du projet, mais sur la qualité de l'Etude d'Impact présentée par le Maître d'Ouvrage, et sur la prise en compte de l'environnement par ce projet. Il vise à permettre d'améliorer sa conception, et à permettre la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent le projet.

La décision de l'autorité administrative qui autorisera le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage à réaliser le dit projet devra prendre en considération l'avis de l'autorité Environnementale (CGEDD).

A ce titre, l'Autorité Environnementale recommande :

- de fournir une présentation détaillée du programme dans lequel s'intègre le projet de calibrage de la Lys Mitoyenne, pour que les impacts et effets cumulés puissent en être bien appréciés.

- de mieux articuler la procédure nationale avec celles des partenaires belges et compléter l'étude d'impact par une présentation récapitulative des différentes évaluations environnementales réalisées dans le cadre des procédures françaises, wallonnes et flamandes ; une synthèse des différents termes et résultats de ces évaluations, de nature à permettre d'avoir une vision globale d'une part des impacts du recalibrage de la Lys Mitoyenne et d'autre part des effets cumulés des travaux sur les tronçons adjacents et les opérations géographiquement liées ; toute précisions nécessaires sur les modalités mises en place pour assurer une information complète des populations françaises et belges.

- de préciser certains aspects du dossier relatifs aux déchets, aux gains fonctionnels attendus des aménagements des anciens délaissés et au bilan socio-économique.

L'Autorité Environnementale fait par ailleurs d'autres recommandations précisées dans son avis détaillé n°2015-62 du 25 octobre 2017, à savoir :

- de fournir une présentation détaillée du programme dans lequel s'intègre le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, en tenant compte des appréciations et recommandations formulées par l'avis de l'Autorité Environnementale n°2017-51 du 13 septembre 2017 sur la mise au gabarit européen de l'Oise (MAGEO) entre Compiègne et Creil (60). Cette présentation détaillée constitue un élément indispensable à la compréhension de la motivation et de la justification des choix retenus.

- d'établir une liste précise et complète de l'ensemble des opérations nécessaires à l'atteinte de l'objectif de mise au gabarit de l'axe Deûle-Lys et susceptibles de présenter des effets cumulés, quelle qu'en soit la maîtrise d'ouvrage. Chaque maître d'ouvrage est reposable de l'application des mesures compensatoires et de leurs suivis en France, pour

son compte et pour celui des deux autres maîtres d'ouvrage (pour la partie française des trois sections 1, 2 et 3).

L'Autorité Environnementale recommande de compléter l'Etude d'Impact par :

- Une présentation récapitulative des différentes évaluations environnementales réalisées dans le cadre des procédures françaises, wallonnes et flamandes et des avis émis par les autorités environnementales concernées,
- Une synthèse des différents termes et résultats de ces évaluations, de nature à donner une vision globale d'une part des impacts du recalibrage de la Lys Mitoyenne et des mesures mises en œuvre, et d'autre part des effets cumulés des travaux sur les tronçons adjacents et les opérations géographiquement liées,
- Toute précision nécessaire sur les modalités mises en place pour assurer une information complète et identique des populations françaises et belges.
- De présenter des résultats actualisés sur la qualité des sédiments pour l'ensemble du tronçon recalibré, en particulier vis-à-vis de leur dangerosité,
- De fournir des éléments conclusifs sur la recherche ou la création de sites de transit et de dépôt
- De présenter l'avancement des réflexions sur une valorisation des déchets inertes qui tienne compte de la sensibilité des milieux à proximité de la voie d'eau
- De préciser les filières de traitement des déchets non inertes
- De fournir une présentation synoptique des enjeux relatifs aux milieux naturels et de leur sensibilité aux opérations de recalibrage
- De préciser les modalités d'aménagement prévu des délaissés de Warneton et de Comines, et de justifier les gains de fonctionnalités attendus au regard d'une part, du besoin de compensation, d'autre part pour Comines du risque de perturbation des habitats de berge actuels.
- D'approfondir l'analyse des variantes en détaillant sur la totalité du linéaire du projet les différentes alternatives envisagées concernant le tracé de la Lys et le gabarit retenu.
- De mettre à jour le tracé de l'emprise du projet sur les différentes planches de l'atlas cartographique,
- De reprendre et de développer le bilan socio-économique et l'analyse du bilan carbone et de la consommation énergétique du projet pour en rendre les résultats compréhensibles par un lecteur extérieur, en explicitant les hypothèses prises, et en expliquant les méthodes de calcul pour les différents postes,
- De veiller à une présentation plus didactique des résultats de l'Etude d'Impact et prendre en compte dans le résumé non technique les conséquences des recommandations du présent avis.

NOTA :

Un mémoire en réponse, en date de juillet 2018, a été rédigé par les soins de Voies Navigables de France, afin d'apporter des éléments de réponse au regard de l'Avis délibéré n°2015-62 adopté lors de la séance du 25 octobre 2017 de la formation d'Autorité Environnementale du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable.

Ce mémoire en réponse figure en pièce 5 de la demande d'autorisation unique du dossier d'enquête publique du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne.

**9 – AVIS FAVORABLE DU CONSEIL NATIONAL DE LA PROTECTION DE LA NATURE (CNPN) DU 29 SEPTEMBRE 2017 N°2017-06-13c00760 (SYNTHESE)**

Conformément aux articles L411-1 et L411-2 du Code de l'Environnement, le Conseil National de la Protection de la Nature a émis un avis favorable à la demande de dérogation au titre des espèces protégées aux conditions suivantes :

- Le dépôt des matériaux d'extraction doit absolument être précisé et, s'il a lieu sur le territoire national, devra faire l'objet d'une étude complémentaire d'impact sur les sites de stockage envisagés

- La restauration des milieux humides et les précautions à prendre sur la Lys Mitoyenne vis-à-vis de son intérêt écologique devraient être réalisés sur les conseils de l'ABF

- Les mesures de gestion et les suivis doivent être conçus pour une période de 30 ans.

- Une mesure compensatoire nouvelle qui vise à restaurer une prairie de fauche de 2 à 3 hectares, doit être ajoutée à partir d'une parcelle historiquement propice mais dégradée, soit à partir d'une prairie permanente pour que la flore (fritillaire pintade, orchidées des marais et faune associée) s'y développe à terme.

**ORGANISATION**  
**et**  
**DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE**

- ❖ Par décision n° E18000116/59 du 8 août 2018, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille a désigné Monsieur Dominique BOIDIN en qualité de Commissaire enquêteur, pour l'enquête publique unique, relative au projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, sur les territoires de Deûlémont, Warneton, Comines, Wervicq-Sud, Bousbecque et Halluin, suite à la demande du 3 août 2018 de Monsieur le Préfet du Département du Nord.
- ❖ Le 24 août 2018 : réunion à la Préfecture du Nord à Lille en présence de Monsieur Damien FARDEL adjoint au chef du Bureau Urbanisme et Maîtrise Foncière de la Direction des Relations avec les Collectivités Territoriales de ladite préfecture : Présentation et remise du dossier, préparation de l'enquête publique, des permanences, et rédaction de l'arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête publique.
- ❖ Le 12 septembre 2018 : signature par Madame Violaine DEMARET, secrétaire générale, de l'arrêté préfectoral prescrivant la mise en à l'enquête publique du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne portant sur l'utilité publique dudit projet, les états et plans parcellaires nécessaires à sa réalisation, sa mise en compatibilité avec le plan local d'urbanisme métropolitain, ainsi que l'autorisation unique IOTA.
- ❖ Le 12 septembre 2018 : réunion au siège des Voies Navigables de France à Lille, en présence de Messieurs Thierry DUTILLEUL, Vincent ROUSSEAU et Stéphane DEHART, représentants des VNF, pour explication du projet et visite des lieux.
- ❖ L'enquête publique s'est déroulée du lundi 15 octobre 2018 au vendredi 16 novembre 2018 inclus, soit une durée de 33 jour consécutive, et a eu pour siège principal la mairie de Comines – hôtel de Ville – Grand Place – 59559 Comines.  
L'accès aux dossiers et aux registres d'enquête a été possible aux dates et heures d'ouverture des services municipaux durant toute cette période, des différentes mairies, concernées par le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, à savoir, les communes de Bousbecque, Comines, Deûlémont, Halluin, Warneton et Wervicq-Sud.

Par ailleurs, le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public, dans les créneaux suivants :

- en mairie de Comines (siège de l'enquête)
  - le lundi 15 octobre de 14h00 à 17h30
  - le vendredi 16 novembre de 14h00 à 17h30
- en mairie de Halluin
  - le jeudi 18 octobre de 08h30 à 12h00
  - le mercredi 31 octobre de 13h30 à 18h00
- en mairie de Deûlémont
  - le samedi 10 novembre de 08h30 à 11h30

Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France



- en mairie de Bousbecque
- le samedi 27 octobre de 08h30 à 12h00

L'essentiel du dossier a été fourni au commissaire enquêteur dès le 24 août 2018 par la Préfecture du Nord de Lille, aux fins d'études.

Les dossiers complets, tels qu'ils ont été portés à la connaissance du public, dans les différentes mairies sus visées, ont été arrêtés et paraphés le 15 octobre 2018, avant l'ouverture de l'enquête publique.

Ils sont composés des pièces suivantes :

- 1 : Dossier de déclaration d'utilité publique :
  - pièce 1 : note chapeau
  - pièce 2 : dossier DUP
  - pièce 3 : résumé non technique
  - pièce 4 : projet
  - pièce 5 : étude d'impact
  - pièce 6 : atlas cartographique
  - pièce 7 : annexes
- 2 : Dossier d'enquête parcellaire :
  - pièce 1 : note explicative sur l'établissement de l'état parcellaire et de l'état volumétrique
  - pièce 2 : états parcellaires en surfaces et en volumes
  - pièce 3 : plans parcellaires
- 3 : Dossier de mise en compatibilité du document d'urbanisme :
  - pièce 1 : notice de présentation
  - pièce 2 : règlement mis en compatibilité de la zone NE
  - pièce 3 : règlement graphique – mis en compatibilité
  - pièce 4 : liste des emplacements réservés – mis en compatibilité
  - pièce 5 : annexe
- 4 : Dossier de demande d'autorisation unique :
  - pièce 0 : note chapeau
  - pièce 1 : demandeur
  - pièce 2 : contexte réglementaire
  - pièce 3 : résumé non technique
  - pièce 4 : description du projet
  - pièce 5 : étude d'impact
  - pièce 6 : dossier de dérogation espèces protégées
  - pièce 7 : atlas géographique
  - pièce 8 : annexes
  - pièce 9 : note complémentaire
  - pièce 10 : avis AE
  - pièce 11 : avis CNPN
  - pièce 12 : mémoire en réponse à l'avis de l'AE CGEDD
- 5 : Procès-verbal de la réunion des Personnes Publiques Associées du vendredi 17 novembre 2017

L'avis d'enquête publique, dans sa forme réglementaire a été largement publié dans les mairies concernées et dans les différents sites publics, ainsi que tout le long

du projet de recalibrage de la Lys mitoyenne (36 panneaux implantés), par les soins des Voies Navigables de France.

Les certificats d'affichage des six communes concernées, ainsi que le constat d'affichage établi par Maître Frédéric CUVILLIER, huissier de justice à Quesnoy sur Deûle, 30 rue de Lille figurent en Annexes.

Elle a été contrôlée par le commissaire enquêteur, à chacune de ses permanences.

Elle est conforme et va au-delà des obligations légales.

La publicité a également été faite par voie de presse : La Voix du Nord du 28 septembre 2018 et du 17 octobre 2018 et Nord Eclair du 28 septembre 2018 et du 17 octobre 2018.

Les encarts publicitaires sont joints en Annexe.

Par ailleurs un exemplaire du dossier d'enquête publique unique a été accessible en ligne, sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord à l'adresse suivante : (<https://www.nord.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Information-et-participation-du-public/Declarations-d-utilite-publique>).

Climat de l'enquête : les permanences ont eu lieu comme prévue à l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2018. Le commissaire enquêteur a pu recevoir le public dans de bonnes conditions lors de ses permanences.

L'enquête publique a été clôturée le vendredi 16 novembre 2018, à 17h30, à l'issue de la dernière permanence, par le commissaire enquêteur.

Les six (6) registres ont été récupérés dans chaque commune le jeudi 22 novembre 2018 par les soins du CE, dans les délais prescrits, aux fins de rapport et de conclusions ; et établissement du Procès-verbal des Observations destiné dans les huit jours au pétitionnaire avec demande de mémoire en réponse.

La relation comptable des observations : le public s'est peu manifesté auprès du commissaire enquêteur, eu égard à l'importance du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne.

Trente (30) visites ont été réalisées, durant les six (6) permanences, donnant lieu à quinze (15) remarques et/ou observations, cinq (5) lettres et un (1) courriel inscrits et/ou consignés sur les (6) registres d'enquête publique.

Trois (3) autres courriels ont été reçus sur le site internet de la Préfecture du Nord.

Dans les trente (30) visites réalisées, elles sont en parties liées au souhait des visiteurs n'ayant pas mis de remarques aux registres d'enquête, au fait de pouvoir consulter le dossier d'enquête afin de connaître la nature détaillée du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne et des évolutions contenues dans la procédure en cours.

Pour les quinze (15) remarques et les cinq (5) lettres inscrites et/ou enregistrées aux registres d'enquête, ainsi que pour les quatre (4) courriels, elles font l'objet ci-après, de réponses du pétitionnaire et d'une analyse.

Quoiqu'il en soit, il apparaît normal que la participation du public à cette enquête publique soit faible.

En effet, selon les Communes concernées par le Projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, les administrés sont tenus informés des événements et des décisions municipales du fait que les élus et les Voies Navigables de France ont depuis 2012 organisés régulièrement des réunions publiques sur les avancements dudit projet. Les Elus sont également en contact avec la population par une présence constante sur leur territoire et par de nombreuses permanences organisées en mairie.

Le procès-verbal de synthèse : conformément à la réglementation en vigueur, le procès-verbal de synthèse des observations du public dont une copie figure en annexe a été remis, aux Voies Navigables de France, pétitionnaire du projet, le 24 novembre 2018, à l'attention de Madame Patricia ROUY, et de Messieurs Thierry DUTILLEUL, Vincent ROUSSEAU et Stéphane DEHART, représentants les VNF.

Comme prévu à l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'enquête publique du 12 septembre 2018, il a été sollicité, une réponse aux observations émises par le public, sous 15 jours.

Le commissaire enquêteur a reçu le mémoire en réponse du pétitionnaire par courriel du 7 décembre 2018, dont une copie figure en annexe.

Les Voies Navigables de France ont répondu point par point à toutes les questions posées dans le Procès-verbal de synthèse, d'une manière claire et précise, hormis à celle anonyme.

Le public qui se sera déplacé et aura rédigé une observation sur le registre, ainsi que pour les communes de Deûlémont, Comines et Menin (Belgique), trouveront la réponse à leurs questionnements, au travers de ce rapport et du mémoire en réponse des Voies Navigables de France.

Compte rendu des réunions publiques : Non jugée nécessaire et non sollicitée par ailleurs, aucune réunion publique ne s'est tenue durant l'enquête publique.

Concertation avec la Fédération de Pêche du Nord : une réunion d'échange a été organisée le 11 janvier 2018, avec la Fédération de Pêche du Nord, par les Voies Navigables de France, sur proposition de la Police de l'Eau, afin de présenter ledit projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, et ses évolutions.

L'objectif est de permettre de lever l'avis défavorable émis le 11 octobre 2016, par la Fédération de Pêche du Nord

Le compte rendu qui a été rédigé par les Voies Navigables de France, et qui est joint au dossier d'enquête publique, reprend l'ensemble des réponses et des engagements que cet établissement souhaite prendre vis-à-vis de la Fédération de Pêche du Nord.

Concertation avec les partenaires techniques, les services de l'Etat, et les élus locaux : Depuis 2012, les Voies Navigables ont concerté sur ce projet, en voie de constitution, avec les partenaires techniques, les services de l'Etat français et belges, ainsi qu'avec les élus locaux.

Ces réunions ont permis de définir l'ensemble des éléments techniques du projet, et de valider l'estimation financière de l'opération.

Les échanges avec les services instructeurs ont également permis d'assurer la compatibilité du projet avec les textes en vigueur.

Les échanges entre les trois (3) maîtres d'ouvrage de l'opération ont permis d'assurer la cohérence des études entre les trois (3) sections, et d'assurer la coordination pour le déroulement de l'opération.

Concertation avec le monde agricole : Egalement le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne a fait l'objet de nombreuses réunions avec le monde agricole.

Ce projet ne présente pas d'impact en matière agricole, hormis le bassin de virement de Bousbecque, mais son dimensionnement a pu être optimisé. Cela a permis de ne pas impacter des terres agricoles.

En définitive, aucune terre agricole sera acquise ou expropriée, pour des mesures compensatoires.

Rencontre avec les riverains dans le cadre des acquisitions foncières : Des rencontres avec les propriétaires riverains et ceux impactés par les expropriations ont eu lieu préalablement à l'enquête publique d'une part, et par saisies officielles de la notification d'expropriation, par les soins des Voies Navigables de France, suivants lettres recommandées avec AR en date du 10 octobre 2018, d'autre-part. Les propriétaires concernés n'ont émis d'oppositions au projet, mais ont fait part de leur inquiétude sur le déroulement des travaux, et autres (voir titre IV Dossier d'enquête parcellaire – procédure 3).

Rencontre avec les concessionnaires susceptibles d'être impactés : La Métropole Européenne de Lille, en tant que concessionnaire du pont de Warneton, et l'usine Flandria, située au bord de la Lys, ont été rencontrés dans le cadre de réunions spécifiques.

Une réunion avec les représentants de la station de traitement des eaux (STEU) de Comines a également été organisée le 19 janvier 2017. Les travaux de recalibrages de la Lys Mitoyenne ne généreront pas d'impacts sur le fonctionnement de la station.

Un tableau présentant le bilan des différentes rencontres ayant eu lieu depuis 2012, figure en annexe.

<p align="center"><b>EXAMEN DES OBSERVATIONS DU PUBLIC PAR LE PETITIONNAIRE</b></p>
---

**Remarques écrites (R), Lettres (L) et Courriels (C) inscrits et/ou consignés  
dans les registres d'enquête des communes de :**

**BOUSBECQUE :**

**R1 : Monsieur GOTHEN JP et FLAMENT JL** n°116 B rue de Wervicq à Bousbecque

([Jeanpierre59166@hotmail.fr](mailto:Jeanpierre59166@hotmail.fr))

Enregistrée à Bousbecque le 27 octobre 2018 :

*« Aire de retournement, sur un plan il existe l'implantation de palplanches. Cette aire de retournement existe-t-elle dans la concrétisation du projet ?*

*Signées GOTHEN JP et FLAMENT JL»*

Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 14 novembre 2018 :

« Le projet prévoit la réalisation de l'aire de virement prévue sur la commune de Bousbecque . celle-ci sera réalisée par nos homologues Flamand (DVW). La forme du bassin a été adaptée' pour éviter les impacts environnementaux sur les prairies humides de Bousbecque et réduire la consommation de foncier.

La fonctionnalité du bassin est maintenue. Les bateaux de longueur inférieur ou égale à 135 mètres pourront réaliser une giration ».

**R2 : Madame Amelie LEVEUGLE** ([amelieleveugle@yahoo.fr](mailto:amelieleveugle@yahoo.fr))

Enregistrée à Bousbecque le 27 octobre 2018 :

*« Bonne surprise concernant l'emprise sur les terrains agricoles. Nécessite de se faire confirmation la réelle compensation par le curage et l'aménagement de tous les bras morts, notamment en raison de la segmentation en 3 entre France/Flandre/Wallonie.*

*Merci de veiller à ne pas déposer les boues dans les espaces préservés.*

*Signée Amélie LEVEUGLE ».*

Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 14 novembre 2018 :

« La démarche d'élaboration du projet de recalibrage de la lys consiste à éviter, puis réduire et enfin à compenser les impacts du projet sur les milieux traversés. Un état des lieux précis a permis d'évaluer les impacts puis de chercher à les amoindrir en s'attachant à divers enjeux, notamment les enjeux relatifs aux milieux agricoles, à la

Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France

biodiversité, à la qualité de l'eau, des sols, etc. Cette démarche est décrite dans l'étude d'impact jointe au dossier d'enquête.

Ainsi, un diagnostic précis de la faune, de la flore et de l'habitat ainsi que des zones humides a été réalisé sur l'ensemble du secteur concerné par le projet. Sur la base de ce diagnostic, le projet a été conçu pour éviter d'impacter les milieux les plus intéressants, notamment lorsque les enjeux liés à la faune, la flore et leurs habitats ainsi qu'aux espèces étaient importants. Lorsque les impacts résiduels ne peuvent être évités, ceux-ci sont réduits au strict minimum et, pour ceux qui restent in fine, ils font systématiquement l'objet de mesures permettant de compenser cet impact en recréant des milieux adaptés. Bien évidemment, ces mesures compensatoires seront réalisées majoritairement sur l'ensemble du linéaire et à proximité du projet, l'intérêt étant de permettre au secteur de disposer des mêmes atouts avant et après réalisation du projet.

De la même manière, l'impact du projet relatif aux matériaux extraits a été finement étudié. Les travaux conduiront à extraire 333 000 m<sup>3</sup> de matériaux.

Une caractérisation des matériaux à extraire a été réalisée.

La réglementation existante distingue les déchets inertes et non inertes, et ceux dangereux et non dangereux. Dans le cas du projet de la Lys, les analyses ont montré qu'il existe des sédiments inertes et d'autres non inertes. A ce stade, les analyses permettent de les classer comme non dangereux.

Dans le cadre des travaux, seuls seront réutilisés les matériaux inertes. Ceux-ci serviront pour les mesures compensatoires dans les bras délaissés de Comines et de Warneton (dit « vert digue »).

Tous les matériaux non inertes seront pris en charge par les entreprises de travaux et transférés dans les sites agréés avec, dans la mesure du possible, des objectifs de valorisation. Aucun site ne sera créé ou réutilisé pour le stockage des matériaux non inertes sur les abords de la Lys.

Des caractérisations (de ces matériaux) seront réalisées en phase travaux pour confirmer les caractères inertes/non inertes et non dangereux/dangereux afin d'acheminer les matériaux extraits vers les bonnes destinations. ».

### **R3 : Madame Hélène PETIT ([helene.pat2000@wqanadoo.fr](mailto:helene.pat2000@wqanadoo.fr))**

Enregistrée à Bousbecque le 27 octobre 2018 :

*« Nous tenons énormément à la préservation des prairies humides naturelles, à sa flore et à sa faune, et espérons que toutes les actions prévues pour les préserver seront réalisées, de même que, en compensation, l'aménagement du bras mort de la Lys à Bousbecque, ainsi que le retraitement des boues toxiques.*

*Signée Hélène PETIT »*

### Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 14 novembre 2018 :

« La démarche d'élaboration du projet de recalibrage de la lys consiste à éviter, puis réduire et enfin à compenser les impacts du projet sur les milieux traversés. Un état des lieux précis a permis d'évaluer les impacts puis de chercher à les amoindrir en s'attachant à divers enjeux, notamment les enjeux relatifs aux milieux agricoles, à la biodiversité, à la qualité de l'eau, des sols, etc. Cette démarche est décrite dans l'étude d'impact jointe au dossier d'enquête.

Ainsi, un diagnostic précis de la faune, de la flore et de l'habitat ainsi que des zones humides a été réalisé sur l'ensemble du secteur concerné par le projet. Sur la base

de ce diagnostic, le projet a été conçu pour éviter d'impacter les milieux les plus intéressants, notamment lorsque les enjeux liés à la faune, la flore et leurs habitats ainsi qu'aux espèces étaient importants. Lorsque les impacts résiduels ne peuvent être évités, ceux-ci sont réduits au strict minimum et, pour ceux qui restent in fine, ils font systématiquement l'objet de mesures permettant de compenser cet impact en recréant des milieux adaptés. Bien évidemment, ces mesures compensatoires seront réalisées majoritairement sur l'ensemble du linéaire et à proximité du projet, l'intérêt étant de permettre au secteur de disposer des mêmes atouts avant et après réalisation du projet.

De la même manière, l'impact du projet relatif aux matériaux extraits a été finement étudié. Les travaux conduiront à extraire 333 000 m<sup>3</sup> de matériaux.

Une caractérisation des matériaux à extraire a été réalisée.

La réglementation existante distingue les déchets inertes et non inertes, et ceux dangereux et non dangereux. Dans le cas du projet de la Lys, les analyses ont montré qu'il existe des sédiments inertes et d'autres non inertes. A ce stade, les analyses permettent de les classer comme non dangereux.

Dans le cadre des travaux, seuls seront réutilisés les matériaux inertes. Ceux-ci serviront pour les mesures compensatoires dans les bras délaissés de Comines et de Warneton (dit « vert digue »).

Tous les matériaux non inertes seront pris en charge par les entreprises de travaux et transférés dans les sites agréés avec, dans la mesure du possible, des objectifs de valorisation. Aucun site ne sera créé ou réutilisé pour le stockage des matériaux non inertes sur les abords de la Lys.

Des caractérisations (de ces matériaux) seront réalisées en phase travaux pour confirmer les caractères inertes/non inertes et non dangereux/dangereux afin d'acheminer les matériaux extraits vers les bonnes destinations. ».

**R4 : Monsieur Gérard RAMART** 7 avenue de l'hôtel de ville appart 14 – 59166 Bousbecque

([caroline.tortue@hotmail.fr](mailto:caroline.tortue@hotmail.fr)) tel 03-20-23-60-41

Enregistrée à Bousbecque le 27 octobre 2018 :

« *Souhait pour le passage de la Lys à la frontière Bousbecque*

*-passage possible par une passerelle pour piétons, cyclistes et poussettes*

*-récupérer chemin de halage entre l'extrémité de l'avenue de l'hôtel de ville jusqu'à la rue de la Lys environ 100 m en aval de l'avenue de l'hôtel de ville*

*-draguer le bras mort actuellement hauteur d'eau de 30 cm. Merci d'en prendre compte.*

*Signée Gérard RAMART ».*

Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 14 novembre 2018 :

« Il n'est pas prévu dans le cadre du projet de recalibrage de la Lys mitoyenne de créer une telle passerelle piétonne et un chemin de halage le long du bras délaissé ou de draguer le bras de Bousbecque. Il existe cependant un chemin sur la rive opposée du délaissé (l'ilot) qui permet de faire le tour de celui-ci »

**COMINES :**

**R1 : Madame Cyrielle ORTELLI** représentante de la société CARREFOUR PROPERTY

([cyrielle\\_ortelli@carrefour.com](mailto:cyrielle_ortelli@carrefour.com)) et tel : 06-80-72-28-19

Enregistrée à Comines le 23 octobre 2018 :

«1) Questionnement sur l'emprise travaux à l'arrière du magasin Carrefour Market déjà très proche de l'eau. Quelles sont les mesures prises pour garantir la stabilité de l'ouvrage dans le temps ? (cf pièce 4 page 17)

2) servitude de tréfond à mettre en place ?

3) contact pour la cession de 232 m2 de tréfond.

Signée Cyrielle ORTELLI «

Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 25 octobre 2018 :

« 1. Le bâtiment est proche de la berge. Afin de garantir la stabilité du bâtiment, il est prévu d'étudier plus en détail et avant les travaux, les fondations existantes pour regarder si la pose de tréfonds est nécessaire. Si les fondations sont superficielles, il n'y aura aucun impact avec la pose des tréfonds. Dans le cas contraire, la pose des tréfonds sera adaptée. Le Service Public de Wallonie, en charge des travaux (SPW) de cette section du projet est informé de cette situation particulière qui sera prise en compte. Voies Navigables de France, par l'intermédiaire de son prestataire en charge des acquisitions foncières (SEGAT), prendra contact avec le propriétaire pour éclaircir ce point et obtenir les plans du bâtiment.

Quelle que soit la solution finale retenue, celle-ci garantira la stabilité du bâtiment.

Afin de sécuriser le propriétaire sur d'éventuels dommages constatés sur sa propriété durant les travaux, le Service Publique de Wallonie (SPW, maître d'ouvrage pour les travaux de Comines) et Voies Navigables de France, proposent la réalisation d'un référé préventif. Cette procédure permet de faire constater par un expert judiciaire indépendant désigné par le tribunal administratif, l'état de bien privé avant et après les travaux. L'expertise préventive est contradictoire.

Les éventuels désordres constatés après travaux seront pris en charge par l'assurance obligatoire des entreprises.

2. Servitude de tréfonds. Effectivement avec la pose de tréfonds, la réalisation d'ouvrage sous terrain ne pourra plus avoir lieu. »

3. Contact pour la cession de tréfonds :

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

Direction Territoriale Nord Pas de Calais

Service Maîtrise d'ouvrage / EGT3

3 rue Jeanne Maillotte - 59000 LILLE

**R2 : Robert GOEMAN** représentant l'indivision GOEMAN n°251 chemin de la becque des bois à Comines.

Enregistrée à Comines le 25 octobre 2018 :

Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France



« Parcelle AH 305 de 59 m2

Nous ne pouvons accepter une emprise partielle de 55 m2 sur une parcelle totale de 59 m2, soit un solde de 4m2 !!!

Demandons l'emprise totale

Signée Robert GOEMAN».

Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 25 octobre 2018 :

« A la vue de la surface restante, VNF proposera l'achat total de cette parcelle. Les 4 m² seront achetés au même niveau de prix que celui négocié pour le reste de la parcelle. »

**R3 Monsieur Éric LEDI** tel : 06-08-42-20-11

Enregistrée à Comines le 16 novembre 2018 :

« Je suis propriétaire de la parcelle AH 341 (Comines)Éric LEDI 06-08-42-20-11 et concerné par le projet.

Je souhaite négocier les points suivants : la parcelle AH 342 (au fond de mon terrain) est hautement occupée par moi depuis plus de 20 ans. Je m'engage à déplacer la dépendance (abri de jardin) qui est figuré au cadastre. Il existe en outre 3 arbres que je propose d'abattre à mes frais pour en récupérer le bois.

Et enfin je souhaite que soit établi un piquetage matérialisant la limite de ma parcelle, car actuellement il y a continuité entre les deux.

Moyennant quoi je serais prêt à céder le tréfonds aux conditions reprises dans votre courrier (SEGAT) du 4 avril 2018.

Dans l'attente de votre réponse.

Signée Éric LEDI ».

Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 07 décembre 2018 :

« La parcelle AH342 fait partie du domaine de l'Etat mis à disposition de Voies Navigables de France. Elle sera impactée par les travaux du recalibrage de la Lys Mitoyenne par la réalisation de nouvelles berges et la création d'un chemin de halage.

Les propositions de déplacement de l'abri de jardin et d'abattage d'arbres devront faire l'objet, par le demandeur, des autorisations d'urbanisme nécessaires auprès de la mairie (déclaration de travaux, permis de construire) et la nouvelle implantation de l'abri de jardin devra être réalisée sur la parcelle propriété du demandeur.

VNF va missionner un géomètre expert afin qu'il réalise le piquetage matérialisant les limites parcellaires de votre propriété. »

**R4 Anonyme**

Enregistrée à Comines le 16 novembre 2018 :

« Un grand dossier, un dossier européen qui se traduit par décision en puzzle. C'est un dossier européen il faut un dossier français, un dossier belge et un dossier flamand. Les élus doivent se manifester. On a vu nos élus sur le pont pour la coupe du monde et le match France Belgique et on ne voit personne sur le dossier de la Lys.

Faut-il penser que le changement de municipalité pour apporter un nouveau souffle dans le dossier « communiquer expliquer et surtout faire comprendre que nous

sommes dans le projet Seine Nord. On a posé une plaque commémorative sur le pont le 11/11 par rapport à la guerre 14/18. Ici on est sur un dossier de développement des 100 prochaines années on a de quoi travailler pour réussir le développement local économique et humain. Pour l'instant c'est Warneton qui se développe avec un projet avec une enquête publique sur un nouveau port coté belge. Les français ont loupé le projet dans les plans c'est incroyable. Il y a 2 mois M. le préfet il faut recommencer l'enquête. Les belges par ce projet de port influent de façon très négatives sur les zones inondables (-60HA) et nous on nous fait la morale sur les criquites (?) ces zones inondables. Les cabinets d'études ne travaillent pas ensemble. On dit STOP on est sur un laboratoire Européen, on a fait une réunion publique pour installer 30 jets d'eau sur la grande place, mais strictement rien sur le projet de la Lys. C'est notre critère de développement de demain.

On cherche ( ? ) à confondre la frontière qui se trouve sur l'ancienne lys pour permettre de déposer les boues polluées sans être confronté à notre environnement et on réduit aussi les zones inondables. Entendre la municipalité dire en réunion publique que nous allons avoir 1 nouveau îlot et une erreur, l'îlot sera belge, c'est du trompe l'œil la frontière ne change pas dans ce dossier.

Les études sont séparées et pas complémentaires on recommence tout et on cherche d'abord un chef d'orchestre.

Avis défavorable dans ce fourre-tout.

Pas de signature ».

Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 07 décembre 2018

« »

**R5 Monsieur DELMOTTE** tel 06-84-95-94-82

Enregistrée à Comines le 16 novembre 2018 :

« Je vous signale un dysfonctionnement sur l'écoulement des eaux pluviales sur la commune de Bousbecque.

A savoir le passage d'eau sous le passage du chemin du halage au bout du chemin zone Prairies de la Lys (le chemin pour accéder aux Ets Delannoy Frères). Ce passage est trop haut, et il empêche le bon écoulement de l'eau des drainages des parcelles.

Pouvez-vous lors des travaux, prévoir de l'abaisser de 30 à 50 cm.

Salutations merci

Signée M. DELMOTTE 0684959482 »

Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 07 décembre 2018 :

« La position du seuil de cet ouvrage est correcte. Il se situe à 30 cm au-dessus du niveau d'eau de la Lys correspondant aux plus hautes eaux navigables. Cette position ne peut être modifiée car elle provoquerait l'inondation des prairies de Bousbecque en cas de crue (déversement du canal dans les fossés). Les terrains de ce secteur sont en zone inondable. Ces parcelles ont naturellement tendance à retenir l'eau ce qui en fait leur principal intérêt (zones à caractère humide). »

**R6 Monsieur André TURPIN** n°4 rue Pierre Hauzet 59560 Comines tel 03-20-39-15-04\_

Enregistrée à Comines le 16 novembre 2018 :

« Parcelles 303-304 – ceci est une réponse à plusieurs questions des maisons situées à droite de chez moi soit n°4-6-8 rue Pierre Hauzet merci

- Est-ce que le niveau du sol est compris dans la profondeur des très fond à ( ?) vers les maisons. ?

- Le passage de ces derniers – attention aux vibrations réguliers pour les sous-sols.

- Les murs de séparation actuel : seront elle reconstruit suite aux travaux le long du halage ?

- Filtration des eaux vers les maisons ???

- Troènes existante seront-elles protégées ou pas ?

- Très attentif pour les fissures intérieures des sous-sol et rdc.

-Les dégâts tous faits exécutés seront bien pris en compte par les entreprises, les remises en état des pelouses etc...

-Très important à un quartier entre le halage et les terrains ( ?) 303 et 304

Les vis-à-vis de passage seront-ils protégés arbres troène grillage murs ????

Espérant bonne compréhension, veuillez agréer mes respects au nom des propriétaires 4-5-6

Signée : TURPIN ».

Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 07 décembre 2018 :

1 et 2- VNF prévoit d'acheter un volume de sous-sol pour la pose de tréfonds. Chaque propriétaire actuel restera propriétaire de la surface au sol. La servitude de tréfonds associée à l'achat interdit la réalisation de bâtiments nécessitant des fondations importantes ou la création d'une piscine par exemple. En effet retirer le volume de terre au-dessus des tréfonds pourraient nuire à leurs stabilités. La réalisation de dalle béton simple (pour abri de jardin par exemple) restera possible.

Afin de sécuriser le propriétaire sur d'éventuels dommages constatés sur sa propriété durant les travaux, le Service Public de Wallonie (SPW, maître d'ouvrage pour les travaux de Comines) et Voies Navigables de France, proposent la réalisation d'un référé préventif. Cette procédure permet de faire constater par un expert judiciaire indépendant désigné par le tribunal administratif, l'état de bien privé avant et après les travaux. L'expertise préventive est contradictoire.

Les éventuels désordres constatés après travaux seront pris en charge par l'assurance obligatoire des entreprises.

3- Le projet prévoit la démolition des clôtures et des murs existants en fond de propriété, le long de la berge française. Si une clôture existe, il est prévu de la démonter et de la déplacer. A ce stade, le projet ne prévoit pas le placement d'une nouvelle clôture à l'arrière du parc de Comines France, ni à l'arrière des propriétés privées non clôturées. Il ne prévoit pas non plus de plantation de type haie à l'arrière des propriétés privées. Néanmoins, pour des raisons de sécurité, il est prévu de placer une clôture à l'arrière des propriétés qui ont été en partie amputées par le projet et où passe le nouveau chemin, y compris le long du parc communal.

4- Avant la pose des tréfonds, un rideau de palplanches sera mis en place. Celui-ci assurera l'étanchéité du canal. Les terrains des propriétaires seront donc comme

actuellement protégés contre d'éventuelles infiltration d'eau. La pose des tréfonds est réalisée hors d'eau. Il n'y a pas de risque d'infiltration d'eau. Les écoulements d'eau sur la zone de travaux seront repris et dirigés vers la Lys

5- Les plantations situées dans la zone des travaux (ex : Troènes) seront arrachées et ne seront pas remplacées par l'entreprise de travaux. Les propriétaires qui souhaitent les sauvegarder sont invités à les déplanter et les replanter dans leur limite de propriété avant le début des travaux. Il en va de même pour les abris de jardin situés dans la zone de travaux. Les autorisations d'urbanisme nécessaires sont à demander par les différents propriétaires concernés.

6 et 7- La pose des tirants d'ancrage générera peu de nuisances. Les tréfonds ou tirants d'ancrage s'enfoncent très rapidement dans le sous-sol. A titre indicatif, la profondeur atteinte à 5 mètres du mur droit de berge sera supérieure à 4 mètres de profondeur. L'entrepreneur en charge de ces travaux devra veiller à utiliser un dispositif de fonçage des palplanches adapté de façon à éviter toutes dégradations aux installations avoisinantes. De plus un état des lieux et un état de récolement seront réalisés de façon à éviter tout litige. Si des dégâts devaient malgré tout survenir, l'entreprise est tenue de les réparer ou de faire intervenir son assurance en vue d'une indemnisation. Cette assurance est obligatoire.

8 et 9 -La limite de la zone de travaux sera fixée par un géomètre-expert diligenté par la Région wallonne, en accord avec Voies navigables de France, les terrains endommagés par les travaux seront remis en état par l'entrepreneur. »

## **R7 Ville de Comines** Le Maire – Monsieur Alain DETOURNAY

Enregistrée à Comines le 16 novembre 2017 :

*« Contribution à l'enquête publique recalibrage de la Lys Mitoyenne – Ville de Comines.*

*Destinataires : M le Maire, M. BOUTRY adjoint, M. DUPONCHEL DGS, le commissaire enquêteur de l'enquête publique.*

*Si l'intérêt économique voire écologique (promotion du transport fluvial) du projet est assez évident, il est spécifié cominoise : l'élargissement de la Lys porte sur des berges qui sont en limite de propriétés et/ou de projets communaux, de sorte que les interventions prévues par SPW sur le tronçon qui concerne la commune appellent un certain nombre d'informations supplémentaires, qui ne semblent pas figurer au dossier d'enquête publique, dont le degré de définition en matière de travaux prévus est visiblement moindre.*

- 1) Quelle gestion du bras mort ?*
- 2) Le dossier d'enquête détaille la création d'une passe piscicole dans ce délaissé aménagé en « rivière de contournement ». Il est nécessaire d'identifier les conditions de son entretien futur. En effet, actuellement ce bras mort souffre d'un certain manque d'entretien (envasement, dégradation du milieu etc..) et l'ouvrage prévu sera encore plus exigeant en interventions régulières. Aussi est-il nécessaire de connaître l'intervenant en charge de ce milieu particulier et les*

missions qu'il entend exercer sur site par la suite. En particulier, il convient de citer le relevé d'eaux industrielles présentes dans ce bras mort : comment vont-elles être traitées et des mesures sont-elles prévues pour éviter qu'elles ne surviennent à nouveau ? (Jusqu'à plus d'un mètre de diamètre de la dizaine de relevés : pollution réelle).

La commune note que le nouvel îlot sera fermé à l'amont pour éviter l'envasement et restera en caractère naturel, sans aménagement sur la berge française hors le raccordement pour la continuité piétonne.

- 3) Maison du Patrimoine ; quelle emprise précisément ? Quelle configuration du cheminement piéton ? Quel dénivelé ? Quelle mise en sécurité à l'arrière du site ? (Clôture ? Hauteur ?) Quelle accessibilité ?

Le schéma du profil raidi avec un rideau de palplanches toute hauteur (pièce 4 Description du projet, p 13-14) sera la solution adoptée pour la traversée de Comines (2km en tout). Il est précisé que localement, l'élargissement de la Lys s'accompagne du déplacement du chemin de halage. A ce titre il s'agira de créer deux tronçons de chemin de service aujourd'hui inexistants. Au niveau de Comines : entre la rue des bateliers et le chemin communal de bord à voie d'eau. Toutefois, le document ne donne pas de profil avec palplanches et chemin de service créé en passerelle. Il n'est donc pas possible de se représenter la configuration de l'ouvrage ni son accessibilité depuis ou vers les fonciers qu'il borde. La traversée de Comines avec réaménagement ou création d'un chemin de service est bien mentionnée au titre des projets connexes, mais sans support en plans.

L'étude d'impact en matière de paysage et patrimoine bâti (p.93) ne donne pas non plus à voir le traitement des sites cominois, comme le jardin public ou la Maison du Patrimoine. Concernant cette dernière, cela appelle plusieurs questions : comment sera traitée la sécurité du site sur l'arrière ? (Intrusion éventuelles depuis le chemin : question d'une clôture à implanter), le chemin et l'arrière du terrain seront-ils au même niveau ? (ce qui donnerait à réfléchir sur les avantages / inconvénients d'un accès au site depuis le chemin et inversement).

- 4) Quel profil du chemin de halage ? Question de son accessibilité depuis le jardin public. Le réaménagement du jardin public de Comines est un projet conjoint avec la requalification de la Grand Place, les travaux devant se dérouler en 2019 et 2020. L'élargissement de la Lys conduit le SPW à amputer l'assiette du parc d'une partie notable de son foncier. Aussi, la commune doit ajuster son plan d'ensemble et plus précisément la communication qu'elle imagine en bord de Lys, regardant vers la Belgique. La faisabilité même de cet ouvrage dépend de la capacité d'y accéder depuis le chemin de halage créé, ainsi que son accès depuis le parc

Là encore, un plan en coupe projetant l'emplacement du chemin recréé manque au dossier pour rassurer la commune sur la compatibilité de ses projets avec le recalibrage de la Lys Mitoyenne.

Signée : le maire Alain DETOURNAY ».

Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 07 décembre 2018 :

« 1-La gestion des bras morts de la Lys est régie par la convention de 1982 entre la République française et le Royaume de Belgique : « La responsabilité et la charge de l'entretien des rives de la Lys mitoyenne seront assurées par la France pour la rive sud et par la Belgique pour la rive nord ». Les bras morts situés de part et d'autre de la Lys mitoyenne sont compris dans le terme « rive ». Les termes de la convention de 1982 sont repris dans la convention tripartite France-Wallonie-Flandre, signée le 19 novembre 2018, qui sera complétée par une convention relative à la gestion et à l'exploitation de la Lys mitoyenne.

Le bras mort dans lequel va être aménagé un franchissement piscicole, situé en rive droite de la Lys, entre l'écluse et le pont de Comines, reste, comme actuellement, sous gestion de la France et plus particulièrement de VNF.

L'entretien consiste en un faucardage : coupe et export d'hélophytes trop importantes qui coloniseraient le lit moyen et majeur de la rivière. La partie typée « zone humide » (l'annexe hydraulique) sera fauchée 1 fois par an. Ces prestations seront réalisées en régie par VNF ou confiées à un prestataire privé via un marché public.

L'ouvrage de franchissement piscicole nécessite une surveillance régulière pour la gestion des embâcles. Cet ouvrage se situe en Belgique. VNF et SPW sont actuellement en cours de discussion pour acter dans le détail les protocoles de gestion et d'exploitation sur la Lys mitoyenne, ses annexes et ses ouvrages.

2 et 3-Un nouveau chemin de service sera créé en rive droite de la Lys, sur la berge de Comines-France. Il gardera un niveau constant à l'aval du pont de Comines, soit à un peu plus de deux mètres au-dessus du niveau normal de navigabilité de la Lys mitoyenne (plateforme d'environ 5m de large et situé à environ 12.65 m NGF d'altitude). Les indications sur ce chemin et les emprises dans le parc communal ont été communiquées aux représentants de la ville de Comines-France lors de la réunion 11 septembre 2018. Ces informations ont été complétées par un courriel de VNF du 15/10/2018 adressé au responsable Environnement et cadre de Vie de la ville. Lors de cette réunion, il a été noté l'écart entre le référentiel altimétrique français et le référentiel belge. Les coupes du projet au droit du parc ont été transmises à la ville afin qu'elle puisse adapter son projet.

Le projet prévoit la démolition des clôtures et des murs existants en fond de propriété, le long de la berge française. Si une clôture existe, il est prévu de la démonter et de la déplacer. A ce stade, le projet ne prévoit pas le placement d'une nouvelle clôture à l'arrière du parc de Comines France, ni à l'arrière des propriétés privées non clôturées. Il ne prévoit pas non plus de plantation de type haie à l'arrière des propriétés privées. Néanmoins, pour des raisons de sécurité, la Région wallonne consent à placer une clôture à l'arrière des propriétés qui ont été en partie amputées par le projet et où passe le nouveau chemin, y compris le long du parc communal.

La Direction des Voies hydrauliques du SPW se tient à la disposition de la ville pour toute discussion en vue d'une mise au point fine du projet. Des réunions d'information se dérouleront avant et pendant les travaux avec la ville de Comines-France et de Comines-Warneton. »



**DEULEMONT :****L1 : Monsieur CUVELIER Joseph** 16 rue de Verdun 59890 DEULEMONTEnregistrée à Deûlémont le 12 novembre 2018 :*« Monsieur le commissaire enquêteur**Concernant la requalification de la Lys, je ne suis pas opposé à l'agrandissement tout en me posant des questions sur les nuisances. Bruits pour l'installation des palles planches.**Mais il y a un paradoxe, côté belge, il y a un projet de construction d'un quai de déchargement de containers à proximité de l'usine Clarebout.**Ce qui va engendrer des bruits d'engins et déplacements de camions. Pollution de l'air. Bétonnage de zone inondable, les près étant régulièrement marécageux. Bref, la population Deûlémontoise est totalement opposée à ce projet.**Les 2 projets se superposent, VNF installe les palles planches côté belge et une fois le travail terminé on enlève pour construire ce quai de déchargement.**Si la société Clarebout veut utiliser les voies navigables pour le transport de ses marchandises, il n'y a pas besoin de construire de quai qui engendrons des nuisances.**A proximité se trouve son monumental frigo, un ancien bras mort de la Lys permettrait aux péniches d'accoster, de charger et décharger les marchandises sans avoir besoin d'utiliser des camions.**Cordialement**Signée Joseph CUVELIER ».*Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 07 décembre 2018 :

« L'étude bruits (Annexe 3 de la pièce 12 du dossier d'enquête publique) montre que durant la phase de battage des palplanches une gêne sonore sera occasionnée pour les riverains proches des travaux, avec une zone de diffusion sonore située entre 100 et 750 m du point de battage. Cette nuisance sera néanmoins modulable en fonction de l'avancement des travaux puisque qu'il s'agit de chantier mobile. Les entreprises de travaux sont sensibilisées sur ce sujet et pourront proposer lorsque cela est possible, des modes opératoires alternatifs moins bruyants (vibro-fonçage par exemple). Voies Navigables de France veillera à faire limiter les nuisances sonores autant que possible.

Les différentes étapes d'études du projet de recalibrage de la Lys étant bien antérieures au projet de quai porté par le SPW, le projet de la Lys tel que présenté actuellement par Voies Navigables de France prévoit la pose des palplanches sous eau dans la courbe de Deûlémont, y compris au niveau de l'usine Clairebout Potatoes. Si le projet wallon de création d'un quai devait se concrétiser, il est évident qu'une coordination entre nos structures devra nécessairement avoir lieu. »

**L2 : Monsieur Michel CUVELIER** 29ter impasse de la tuilerie 59890 DeûlémontEnregistrée à Deûlémont le 12 novembre 2018 :*« Je suis contre le projet de recalibrage de la Lys en raison d'incohérences des différents projets déjà prévus.**Dans le projet de recalibrage, il est prévu de consolider les rives pour une grande partie avec des palplanches. Or au niveau de la commune de Deûlémont, du côté*

*Belge, il est prévu la création d'une plateforme bimodale pour une longueur de près de 300m de long. Le projet de la Lys ne tient absolument pas compte de la création de cette plateforme.*

*Comment peut-on présenter une étude de recalibrage sans tenir compte des autres projets qui ont fait l'objet d'une enquête publique ?*

*L'étude de recalibrage est donc incomplète et à revoir.*

*Signée Michel CUVELIER ».*

Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 25 octobre 2018 :

« Le projet du recalibrage de la Lys mitoyenne et le projet de création d'un quai sur le territoire wallon, sont deux projets distincts et indépendants administrativement, techniquement et temporellement. Les études réalisées par VNF sont suffisantes et couvrent tous les champs nécessaires à la tenue d'une enquête publique.

Au moment de la réalisation des études finales de VNF, le projet wallon n'était pas abouti. Sans informations officielles sur la réalisation de cet ouvrage ni sur l'horizon temporel visé par ses homologues wallons, VNF ne pouvait pas concevoir son projet d'aménagement avec un linéaire de berge sans protection.

Le projet wallon, s'il se concrétise, nécessiterait une coordination entre les maîtres d'ouvrage, la reprise ou l'adaptation seraient à la charge du Service Public de Wallonie. »

**L3 : Madame Isabelle LOUVET MACHUT** 11 rue de l'hospice 59890 Deûlémont

Enregistrée à Deûlémont le 12 novembre 2018 :

« Monsieur,

*Deûlémontoise depuis bientôt 18 ans, j'ai choisi de vivre ici pour un cadre verdoyant et tranquille de ce village. Et décidément, notre village beau et paisible est pour la 3<sup>ème</sup> fois la cible de travaux de bétonnage titanesque, décidés en haut lieu par des technocrates qui n'ont aucune idée des impacts sociétaux et environnementaux de tels projets.*

*Je suis sceptique sur ce beau dossier présenté par VNF en réunion municipale récemment. Je peux comprendre le travail pour réaliser un tel projet visant à élargir les rives de la Lys, à creuser son lit pour permettre le passage de péniches d'un bout à l'autre de fleuves et de rivières allant d'Anvers vers Paris... Je ne comprends pas que l'on attende de moi et de mes concitoyens un aval inconditionnel sur ce projet, juste parce que d'autres ont dit oui sans ciller ou parce que les équipes ont beaucoup travaillé dessus ! En tout cas, je l'ai ressenti comme cela.*

*Annoncer comme normal que la rivière porte des péniches jusque 4000 tonnes, et dans un avenir très proche de 6000 tonnes, sachant qu'actuellement celles qui passent sont des 1500 tonnes, en citant l'exemple des péniches navigant sur le Rhin, n'est pas concevable ! Il semble bien que personne ne soit venu voir cette Lys avant d'en dessiner de nouveaux contours ! Et de nouveau, on nous annonce le pseudo bétonnage des rives (gabions, palplanches.), sans parler des remous, des croisements de péniches (si tant est que cela soit possible, dans l'hypothèse d'un quai de déchargement face à notre village et sa file de péniches à décharger ou à charger...). On croit rêver. Et non, c'est bien le futur très proche que l'on veut nous faire accepter !*

*Est-ce sérieux et responsable d'annoncer que VNF œuvre dans son coin pour les rives françaises qu'elle gère et que côté belge, leurs homologues wallon et flamand*



*font de même, sans se concerter ? Pour ensuite assembler les morceaux du puzzle...*

*Est-ce sérieux et responsable d'annoncer cette mise en œuvre sans être au courant d'un projet de bétonnage de zones humides et inondables et de plateforme bimodales ?*

*Je pense qu'il est socialement et écologiquement responsable de s'y opposer et de ne pas vouloir que ce projet soit un prétexte à l'implantation de cette plateforme maudite face à notre village, à l'implantation et/ou à l'extension d'une zone industrielle et de l'entreprise Clarebout, qui finalement serait fort satisfaite de tout cela, à la destruction massive et annoncée d'une faune et d'une flore jusqu'ici protégées, en paix et admirées des promeneurs, ainsi qu'à la dégradation importante à tous niveaux de notre qualité de vie.*

*Ce dossier de recalibrage ne dit rien de l'impact sur notre port de plaisance et son activité, de nouveau en plein essor et très apprécié de tous ! Là aussi, VNF navigue à l'aveuglette... Inadmissible !*

*Je pense aussi que ce « bétonnage » des rives (de quelque manière qu'il soit fait) sera détruit sans vergogne côté belge dès l'instant où la certitude de voir passer ces péniches monstrueuses entre les Pays-Bas et le Bassin Parisien sera acquise.*

*J'ajoute qu'il n'est pas sérieux de venir nous vendre ce projet en nous disant que d'autres zones de compensation seront aménagées. Ailleurs...encore une fois, on nous prend pour des imbéciles !*

*En juin 2017, j'avais déjà exprimé mon refus de voir défigurer notre paysage au nom de l'industrialisation ! Il ne faut pas croire que le transport fluvial, qui peut avoir une utilité certaine, fera reculer le transport routier (qui demeurera en local et en régional, mais aussi en international entre la France et la Belgique) et je vous joins ce courrier. Là encore, l'incohérence de la gestion budgétaire européenne des fonds FEDER est effarante et incompréhensible !*

*Merci Monsieur le Commissaire enquêteur d'avoir permis de m'exprimer en tant que citoyenne sur ce dossier, qui j'espère, vous interpellera.*

*Recevez mes sincères salutations.*

*Signée : Isabelle LOUVET MACHUT*

#### Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 07 décembre 2018 :

« Le recalibrage de la Lys permet la circulation et le croisement de bateaux de classe Va (jusque 135 m de longueur) et la circulation de classe Vb en alternat (jusque 180m). Ces dernières unités seront limitées à 4400 t maximum. Elles navigueront seule entre 2 écluses. Les bateaux croisés devront attendre son passage sur une zone de stationnement (avant et après chaque écluse). Nous estimons que ces bateaux seront au nombre de 2 par jour en 2060.

Les trois maîtres d'ouvrages (VNF, SPW et DVW) ont réalisé conjointement le projet du recalibrage de la Lys mitoyenne et sont liés par une convention internationale. Chacun mène ses études sur son territoire de concert avec les autres maîtres d'ouvrage. Les projets d'aménagements territoriaux wallons ne sont pas inclus dans cette convention.

Dans le cadre du projet de recalibrage, un diagnostic précis de la faune, de la flore et de l'habitat ainsi que des zones humides a été réalisé sur l'ensemble du secteur concerné par le projet. C'est donc sur la base de ce diagnostic que le projet a été conçu pour éviter d'impacter les milieux les plus intéressants notamment lorsque les

enjeux liés à la faune et à la flore et l'habitat ainsi qu'aux espèces étaient importants, il s'agit de l'évitement.

Lorsque certains impacts résiduels ne peuvent être évités, ceux-ci sont réduits au strict minimum et, pour ceux qui restent in fine, ils font systématiquement l'objet de mesures permettant de compenser cet impact en recréant des milieux adaptés. C'est donc le principe de l'ERC (éviter-réduire-compenser) qui a été appliqué. Bien évidemment, ces mesures compensatoires seront réalisées majoritairement sur l'ensemble du linéaire et à proximité du projet (Terrain de dépôt n°18 de Deûlémont, le long des nouvelles berges, dans le bras du « Vert digue » et dans le bras délaissé de Comines), l'intérêt étant de permettre au secteur de disposer des mêmes enjeux et du même niveau de qualité après réalisation du projet que par rapport à l'état initial.

A noter que l'ensemble de ces éléments est transcrit dans l'étude d'impact et dans l'ensemble des dossiers nécessaires aux nombreuses procédures de ce projet

L'impact sur la navigation de plaisance issue du port de Deûlémont sera modéré. Effectivement l'objet du projet est de faciliter la navigation de bateaux sans doute plus grands. Il convient toutefois de noter que ces unités transporteront globalement plus de marchandises mais leur nombre restera limité. L'augmentation de trafic a été estimée de l'ordre de 30% d'ici à 2060. (Environ 44 bateaux/jour dont 2 de plus de 135m en 2060.). Les aménagements faciliteront la navigation de ces bateaux et en particulier les croisements avec les bateaux de plaisance sur le linéaire recalibré.

Lors des travaux, les navigations de transport de fret et de plaisance ne seront pas interrompues grâce à la mise en place d'alternat. Des restrictions très ponctuelles de navigation pourront être mises en place par nos homologues wallons ou flamands si leurs travaux le nécessitent (arrêt de la navigation sous le pont de Comines durant la pose des défenses de berge). Dans ce cas un avis à batellerie mentionnera la zone et la durée de l'arrêt de la navigation (document disponible sur le site internet de VNF).

Le développement de la voie d'eau pour la navigation de bateaux a plus forte capacité d'emport est un moyen pour favoriser le report modal de la route vers le fluvial en le rendant plus compétitif. La logistique fluviale fiable, économique et moins polluante que la route (à même capacité d'emport et sur une distance équivalente), permet de massifier le transport sur de longues distances. »

Lettre annexée à celle du 12 novembre 2018 ci-avant :

*A Monsieur le Commissaire enquêteur*

*Préfecture du Nord*

*Bureau des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement*

*12 rue Jean Sans Peur 59039 LILLE*

*Concerne enquête publique Clarebout Warneton Belgique*

*Le 18 juin 2017*

*Monsieur,*

*Aujourd'hui, 18 juin, date de commémoration de l'appel à la résistance de tous les français par le Général de Gaulle, je lance un appel à la résistance !*

*Deûlémoise depuis 16 ans, j'ai choisi de vivre pour le cadre verdoyant et la tranquillité de ce village. Je lance un appel en faveur de la mobilisation des personnalités publiques pour aider les habitants de Deûlémont, de Warneton France et de Warneton Belgique, et au-delà, afin de mettre tout en œuvre pour nous aider à*

*empêcher le développement et l'industrialisation d'un site protégé autour et face à notre village.*

*Depuis 2014, Monsieur Clarebout estime être suffisamment puissant pour décider seul la défiguration d'un paysage que nous voulons protéger, pour sa flore et sa faune, mais aussi pour le calme, la tranquillité, la beauté d'un paysage déjà saccagé par la construction d'un congélateur géant. Nous n'acceptons pas d'être ainsi méprisés.*

*Nous voulons préserver la santé des riverains, maintenant et demain, pour nous et nos enfants.*

*Depuis déjà plusieurs années, nous subissons le bruit, les rejets d'eau visiblement pollués, les odeurs écœurantes d'huile, de « graillon » comme on dit ici, le dépôt d'huile sur l'eau de pluie qui coule dans les réservoirs de jardin, la circulation de tracteurs à travers Warneton Belgique et sur nos routes de campagne.*

*Depuis des années, nous nous battons, non pas pour fermer l'usine et priver d'emploi les salariés, mais pour empêcher une extension sans fin qui conduira sous peu au bétonnage d'une zone de prairies humides, sous eau une partie de l'hiver, ce qui évite les inondations d'habitations.*

*Personne aujourd'hui n'ignore que le congélateur déjà installé est chargé d'ammoniac, que dire de l'installation d'un second congélateur, qui n'emploiera personne, tout étant automatisé, et qui va transformer définitivement cette zone SEVESO, surtout en y ajoutant une station-service avec plusieurs réservoirs aériens de carburant !*

*Comment et pourquoi laisser faire un industriel qui veut détourner le chemin de halage pour le faire contourner son usine ?*

*Cette nouvelle phase ne sera que les prémices de la construction d'une plateforme et de quais de déchargement tout au long de la rive de la Lys, qui finira d'abîmer une zone protégée.*

*Deûlémont est un des poumons verts de la métropole lilloise, un village tranquille où il fait jusque maintenant bon vivre, entre autres, par la qualité de son environnement.*

*Dernièrement, nous avons inauguré un belvédère construit par VNF, à la confluence des deux rivières. Peut-on imaginer que la vue sur le congélateur installé soit gâchée une fois pour toutes par un second congélateur et les quais de déchargement... Sans parler du trafic de péniches géantes...*

*Ne laisser pas détériorer cette nature, notre nature !*

*Comment peut-on verser des fonds européens FEDER d'une part pour industrialiser n'importe comment une zone, uniquement parce qu'elle est « au bout du pays » (côté belge) et exiger côté français de créer un corridor vert et des zones où la faune et la flore vont reprendre leurs droits ! C'est tout simplement une aberration, un non-sens !*

*La Belgique s'est engagée, comme la France, par la signature de divers textes destinés à préserver la nature, pourquoi ne tient-elle pas ces engagements ?*

*Je vous demande avec force et conviction de nous aider à faire arrêter ce projet avant qu'il ne soit trop tard, avant que les habitants soient malades, avant que nos maisons ne valent plus rien et qu'on trouve plus d'acheteurs, avant que les oiseaux ne puissent plus se reposer dans cette zone sur la route de leur migration ou nicher, avant que les insectes et batraciens disparaissent, tout comme la flore.*

*Voilà Monsieur le commissaire enquêteur, ce que je voulais exprimer, qui j'espère vous interpellera pour le rapport que vous devez faire.*

*Recevez mes sincères salutations.*

*Signée : Isabelle LOUVET MACHUT ».*

Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 07 décembre 2018

« VNF prend acte de votre position vis-à-vis du projet d'extension de l'usine wallonne Clairebout Patatoes.

VNF précise que le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne vise au développement de la voie d'eau pour la navigation de bateaux à plus forte capacité d'emport afin de favoriser notamment le report modal de la route vers le fluvial. La logistique fluviale fiable, économique et moins polluante que la route (à même capacité d'emport et sur une distance équivalente), permet de massifier le transport sur de longues distances. L'augmentation de trafic a été estimée de l'ordre de 30% d'ici à 2060. (Environ 44 bateaux/jour dont 2 de plus de 135m en 2060). L'emport maximum qui sera autorisé après recalibrage sera de 4400t.

Dans le cadre du projet de recalibrage, un diagnostic précis de la faune, de la flore et de l'habitat ainsi que des zones humides a été réalisé sur l'ensemble du secteur concerné par le projet. Sur la base de ce diagnostic, le projet a été conçu pour éviter d'impacter les milieux les plus intéressants, notamment lorsque les enjeux liés à la faune, à la flore et l'habitat ainsi qu'aux espèces étaient importants. Lorsque les impacts résiduels ne peuvent être évités, ceux-ci sont réduits au strict minimum et, pour ceux qui restent in fine, ils font systématiquement l'objet de mesures permettant de compenser cet impact en recréant des milieux adaptés. Bien évidemment, ces mesures compensatoires seront réalisées majoritairement sur l'ensemble du linéaire et à proximité du projet, l'intérêt étant de permettre au secteur de disposer des mêmes atouts avant et après réalisation du projet. »

**L4 : Christian LIENART** Maire et natif de Deûlémont

Enregistrée à Deûlémont le 13 novembre 2018 :

*« Courrier à insérer dans le registre d'enquête publique concernant le recalibrage de la Lys Mitoyenne.*

*Monsieur le commissaire,*

*J'ajoute par la présente ma contribution et mon commentaire dans le cadre de cette enquête publique.*

*En effet notre conseil municipal a pour une large majorité donné un avis défavorable. La raison principale étant que dans ce dossier de cinq kilos de documents d'études depuis 5 ans, notre focus mis sur la zone de Deûlémontoise, fait ressortir sur tous les plans la pose de palplanches et de gabions sur un emplacement dont les belges nous assurent vouloir démarrer la construction d'un quai de 280 mètres de longueur sur 60m de profondeur.*

*Seules deux lignes dans le dossier stipulent ce projet non pris en compte dans toutes les études.*

*Cela fait 4 ans que notre conseil se bat contre tous ces projets (celui-ci mais également tout ce qui est lié à l'entreprise Clarebout Potatoes), et nous ne pouvons pas accepter ces approximations incompréhensibles sur ce sujet très sensible.*

*C'est bien ce seul fait qui a occulté tout le reste et notamment le côté positif du transport fluvial.*

*Je rajouterai toutefois un point, c'est l'existence du port de plaisance sur notre territoire et juste avant la confluence et donc sur la Deûle, que la ville de Deûlémont a en concession depuis plus de 15 ans.*

Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France

*Nous constatons un envasement de plus en plus rapide de cette darse lié au passage des péniches ou aux convois apportant avec leur vague ces alluvions. Nous avons étudié depuis le lien entre la taille de cette vague en fonction de la taille des embarcations, et celui-ci est proportionnel multiple (comparaison entre les péniches de 400 tonnes et de 1500 tonnes).*

*Notre port de plaisance actuel est donc condamné avec le futur passage de convois de 4400 tonnes prévus suite au recalibrage, à moins d'effectuer des travaux de protection pour notre darse, travaux à la charge des mêmes Voies Navigables de France propriétaire de ce port et maître d'ouvrage pour le recalibrage.*

*Signée Christophe LIENART  
Maire et natif de Deûlémont ».*

Réponse du pétitionnaire :

Réponse des VNF du 07 décembre 2018 :

« Le projet du recalibrage de la Lys mitoyenne et le projet de création d'un quai sur le territoire wallon, sont deux projets distincts et indépendants administrativement, techniquement et temporellement. Ce projet d'aménagement wallon ne fait pas partie de l'opération internationale de recalibrage de la Lys Mitoyenne. Les études réalisées par VNF sont suffisantes et couvrent tous les champs nécessaires à la tenue d'une enquête publique.

Au moment de la réalisation des études finales de VNF, le projet wallon n'était pas abouti. Sans informations officielles sur la réalisation de cet ouvrage ni sur l'horizon temporel visé par ces homologues wallons, VNF ne pouvait pas concevoir son projet d'aménagement avec un linéaire de berge sans protection.

Le projet wallon, s'il se concrétise, nécessiterait soit la reprise du linéaire de berge devant le quai, et alors ces travaux seraient à la charge de l'aménageur, soit une adaptation à la marge du projet, nécessitant une coordination entre les différents maîtres d'ouvrage.

Le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne vise au développement de la voie d'eau pour la navigation de bateaux à plus forte capacité d'emport afin de favoriser notamment le report modal de la route vers le fluvial en rendant le transport fluvial plus compétitif. La logistique fluviale, fiable, économique et moins polluante que la route (à même capacité d'emport et sur une distance équivalente), permet de massifier le transport sur de longues distances. L'augmentation de trafic attendue a été estimée de l'ordre de 30% d'ici à 2060. (Environ 44 bateaux/jour dont 2 de plus de 135m en 2060 contre 28 actuellement). L'envasement du port de Deûlémont sera donc limité par rapport au trafic actuel.

Concernant la question de l'envasement du port de Deûlémont, Voies Navigables de France était déjà intervenu dans le cadre du projet de recalibrage de la Deûle suivant la convention de dragage de 2014. L'établissement n'a pas vocation à prendre en charge les envasements des concessions portuaires de plaisance et à se substituer au gestionnaire. Il serait toutefois intéressant de porter une analyse fine des apports sédimentaires dans les 4 dernières années du port de Deûlémont de manière à avoir une meilleure compréhension du phénomène, en y intégrant notamment d'éventuels rejets qui s'y déverseraient. ».



**L5 : Monsieur et Madame Guy MASSON** 8 rue de l'Hospice 59890 DEULEMONT

Enregistrée à Deûlémont le 14 novembre 2018 :

« A l'attention de Monsieur Dominique BOLDIN

Commissaire enquêteur

Monsieur le Commissaire Enquêteur

Par la présente, nous voulons vous faire part de notre opposition au projet mentionné en objet. Nous sommes opposés au recalibrage de la Lys prévu sur la commune de Deûlémont en vue de la construction du canal Seine /Nord.

Ce projet n'engendrera que des nuisances pour notre village. Nuisances que nous subissons déjà avec le site de Clarebout et l'étude de la plateforme bimodale du Pont Rouge. Si ce recalibrage est effectué, cette plateforme verra le jour et la zone industrielle prévue sera effective. Nous ne voulons pas cela pour notre village.

Ce projet Seine/Nord est fait pour éviter le trafic routier. Quel impact connaît-on aujourd'hui sur cette absorption de trafic ?? Cela n'évitera pas le transport local et régional qui par endroit, sera plus intensif.

L'objectif de ce projet est de faire passer des péniches de plus en plus grosses. Aujourd'hui, les plus importantes sont de l'ordre de 1500 tonnes. Ce tonnage est prévu d'augmenter jusqu'à 6000 tonnes. Quadrupler le tonnage !!! La Lys n'étant pas le Rhin, comment feront ces bateaux pour se croiser ?? Surtout dans le schéma le plus sombre pour notre village où la plateforme bimodale du Pont Rouge verrait le jour.

La maîtrise d'ouvrage est appliquée à chaque pays et régions mais il n'y a aucune concertation entre la France, la Wallonie et les Flandres. Comment est-ce possible ??? Que veut dire COORDINATION pour ces maîtres d'ouvrages ???

Que deviendront les zones Natura 2000 côté français et côté Belgique ??? A l'heure où les changements climatiques sont indéniables, toutes les zones inondables sont détruites où impactées par la modernisation et l'appât du gain.

Que deviendront les zones vertes recouvertes des boues ?? Deûlémont subira toutes les nuisances de ce projet.

VNF tient-il compte des nuisances déjà supportées par les Deûlémontois ?? Nous en doutons fortement car, aucun de ses représentants n'a jamais participé aux réunions organisées par la commune de Deûlémont ou autres associations.

Enfin, l'impact d'un tel projet sera néfaste pour les Deûlémontois qui verront la valeur de leurs habitations dépréciées. C'est le travail de toute une vie qui sera anéantie. C'est vrai que ces décideurs n'en ont que faire.

Deûlémont, village de verdure et de tranquillité, deviendra un village fantôme où plus personne n'aura envie de s'y arrêter.

Pour toutes ces raisons, nous sommes fortement opposés à ce recalibrage. Que ces gens nous laissent vivre en paix.

En vous remerciant de nous avoir lus, nous vous prions de croire, Monsieur le Commissaire enquêteur, en nos respectueuses salutations.

Signée Mr et Mme Guy MASSON ».

Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 07 décembre 2018 :

« Le développement de la voie d'eau pour la navigation de bateaux à plus forte capacité d'emport est un moyen pour favoriser le report modal de la route vers le fluvial en rendant le transport fluvial plus compétitif. Ce transport fiable, économique et moins polluant que la route (à même capacité d'emport et sur une distance équivalente), permet de massifier le transport sur de longues distances.

Le recalibrage de la Lys permet la circulation et le croisement de bateaux de classe Va (jusque 135 m de longueur) et la circulation de classe Vb en alternat (jusque 180m). Ces dernières unités seront limitées à 4400 t maximum. Elles navigueront seule entre 2 écluses. Les bateaux croisés devront attendre son passage sur une zone de stationnement (avant et après chaque écluse). Nous estimons que ces bateaux représenteront 2 unités par jour en 2060.

Les trois maîtres d'ouvrages (VNF, SPW et DVW) ont réalisés conjointement le projet du recalibrage de la Lys mitoyenne et sont liés par une convention internationale. Chacun mène ses études sur son territoire. Les projets d'aménagements territoriaux wallons ou flamand ne sont pas inclus dans cette convention.

Dans le cadre du projet du recalibrage de la Lys, aucune zone protégée française ou belge (N2000, ZNIEFF de type I ou II) n'est impactée par le projet. Lorsque l'évitement ou la réduction n'a pas été possible pour la protection d'un milieu naturel, le projet prévoit une mesure de compensation à proximité et adaptée à l'impact. C'est en ce sens que sont notamment créées de nouvelles zones humides au niveau de l'ancien site de gestion de sédiment n°18 de Deûlémont.

De la même manière, l'impact du projet relatif aux matériaux extraits a été finement étudié. Les travaux conduiront à extraire 333 000 m<sup>3</sup> de matériaux.

Une caractérisation des matériaux à extraire a été réalisée.

La réglementation existante distingue les déchets inertes et non inertes, et ceux dangereux et non dangereux. Dans le cas du projet de la Lys, les analyses ont montré qu'il existe des sédiments inertes et d'autres non inertes. A ce stade, les analyses permettent de les classer comme non dangereux.

Dans le cadre des travaux, seuls seront réutilisés les matériaux inertes. Ceux-ci serviront pour les mesures compensatoires dans les bras délaissés de Comines et de Warneton (dit « vert digue »).

Tous les matériaux non inertes seront pris en charge par les entreprises de travaux et transférés dans les sites agréés avec, dans la mesure du possible, des objectifs de valorisation. Aucun site ne sera créé ou réutilisé pour le stockage des matériaux non inertes sur les abords de la Lys.

Des caractérisations (de ces matériaux) seront réalisées en phase travaux pour confirmer les caractères inertes/non inertes et non dangereux/dangereux afin d'acheminer les matériaux extraits vers les bonnes destinations. »

## **HALLUIN :**

**R1 : Madame DISSAUWR** adjointe au Maire de Menin (Belgique)

Enregistrée à Halluin le 18 octobre 2018 :

*« Nous rappelons la lettre du 26/9/2017 envoyée à l'agence Waterwegen en Zeekanaal (Mme A. PEIL) et dont une copie a été adressée au préfet du Nord, Mme Cathy KIECKEN (voir annexe) :*

*-nous aimerions savoir le timing qui est prévu pour la réalisation des passages de poisson autour des écluses de Menin.*

*-nous aimerions savoir dans quelle étude le pont d'Halluin sera traité et quel est le timing de cette étude et sa réalisation  
-en tout cas, les travaux exécutés dans le cadre de cette étude doivent avoir une bonne coordination avec les travaux à faire sur le territoire de la ville de Menin, en bonne continuation du chemin de halage*

*Signée : Mme DYSSAUWR adjointe au maire de Menin »*

J'invite le pétitionnaire à répondre aux préoccupations de la ville de Menin (Belgique).

Réponse de VNF du 19 octobre 2018

« Les travaux ici désignés concernent nos homologues flamands. Nous invitons Mme Dissauwr à contacter W&Z pour de plus amples renseignements.

Pour information, les travaux de W&Z devraient débuter en 2020 »

**R2 : Monsieur Alexandre VERVICH** Gérant de la SCI Lys Bois à Halluin, n°196 rue de la Lys – tel : 06-95-00-94-26 et 03-20-23-89-69

Enregistrée à Halluin le 20 janvier 2017 :

*“Suite à la réunion d'aujourd'hui, vu l'impact pour notre société Lys Bois de l'élargissement de la Lys, je constate qu'il y a un grand impact sur l'emprise de notre société*

*Parcelle AD 102 – 226 m<sup>2</sup>*

*Parcelle AD 101 – 683 m<sup>2</sup>*

*Soit un total de 915 m<sup>2</sup>*

*Ceci aura un grand impact sur notre exploitation. C'est-à-dire que notre dalle de béton d'environ 4 000m<sup>2</sup> va diminuer d'à peu près de ¼. Ceci va avoir des conséquences sur notre exploitation de bois de chauffage, et de collecte de bois de démolition et de broyage de bois.*

*Signée VERVICH Alexandre Gérant de la société Lys BOIS »*

Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 07 décembre 2018 :

« Suite à la demande de M. Vervich de pouvoir visualiser sur son terrain l'emprise nécessaire aux travaux du recalibrage de la Lys Mitoyenne, VNF a mandaté un géomètre expert afin de matérialiser un bornage sur ses parcelles. »

**R3 : Monsieur Claude MULLER** Président fondateur du Yachting Club de la Lys

25 square Hélène Boucher 59250 Halluin tel : 06-02-18-18-03

[f.mumu@free.fr](mailto:f.mumu@free.fr) - [xcleenewerk@yahoo.fr](mailto:xcleenewerk@yahoo.fr) - [aver@free.fr](mailto:aver@free.fr)

Enregistrée à Halluin le 31 octobre 2018 :

*« Recalibrage de la Lys 31/10/2018 - Mise aux normes pour le gabarit Vb*

*Les écluses de Comines 185x12.50m, Meninn195mx12.50m et Harelbeke sont trop OK.*

*Par contre, celles du Grand Carré à Lille et de Quesnoy sur Deûle sont trop petites.*

*Le tirant d'air sous les ponts, normes européennes pour ce gabarit doit être de 7 mètres. Ceux de Comines et Menin sont à refaire.*

*-Quel sera l'impact du trafic de ces convois sur la navigation de plaisance ?*

*-Nous aurions besoin des dates du début des travaux et des fermetures des sections de canal lors des travaux en période de vacances ?*

Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France



- Quand seront-ils fermés ? Dans quel sens ?
- Qui est tenu de nous prévenir ? sur les différents tronçons de FR, BE, Wallonie
- Pourquoi dans ces projets ne sont pas concernés des représentants de PLAISANCIERS ?
- Plan de détails du port de plaisance de Wervicq
- Le dragage du bras de Warneton/Comines est-il prévu ? un ponton est inutilisable car 0.80 de TE !!.
- Faire idem pour tous les bras morts ainsi que les ports.
- le passage des « gros convois » ne va-t-il pas ramener plus de vase dans le port d'Halluin ?

*Signée Claude Bernard MULLER*

*Président fondateur du Yachting Club de la Lys ».*

#### Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 14 novembre 2018 :

« Les écluses wallonnes, flamandes et françaises sont compatibles au terme des travaux envisagés sur la liaison Seine Escaut avec le gabarit Vb (convoi poussé de 185m par 11.5m de large). Les convois poussés sont constitués de barges indépendantes. Elles peuvent donc franchir séparément une écluse. VNF dans le cadre de la modernisation de son réseau, étudie l'allongement de l'écluse de Quesnoy sur Deûle, seule écluse à un gabarit inférieur aux autres sur le canal de la Deûle.

Une hauteur libre de 7 mètres sous les ponts ne concerne que le trafic de conteneurs. Cette valeur permet le passage de bateaux chargés avec 3 épaisseurs de conteneurs. Or, les ouvrages du réseau à Grand Gabarit du Nord-Pas-de-Calais présentent une hauteur libre minimale de 5.25m, permettant la navigation de bateaux chargés de 2 couches de conteneurs. En effet, les études socio-économiques réalisées ont montré que la création du réseau Seine-Escaut conduit à créer, à moyen terme, une infrastructure globale adaptée au passage des bateaux avec deux couches de conteneurs. Ainsi, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne ne prévoit pas le passage des ponts à 7 mètres.

L'impact sur la navigation de plaisance sera modéré. Effectivement l'objet du projet est de faciliter la navigation de bateaux plus grands. Ces unités transportant plus de marchandises, leur nombre sera limité. L'augmentation de trafic a été estimée de l'ordre de 30% d'ici à 2060. (Environ 44 bateaux/jour dont 2 de plus de 135m en 2060.). Les aménagements faciliteront la navigation de ces bateaux et notamment leurs croisements avec les bateaux de plaisance.

Lors des travaux, la navigation ne sera pas interrompue. La navigation en alternat suivra l'avancement du recalibrage. Des restrictions très ponctuelles de navigation pourront être mises en place par nos homologues wallons ou flamands si leurs travaux le nécessitent (arrêt de la navigation sous le pont de Comines durant la pose des défenses de berge). Dans ce cas un avis à batellerie mentionnera la zone et la durée de l'arrêt de la navigation (document disponible sur le site internet de VNF).

Le projet a fait l'objet d'une concertation réalisée dans le cadre d'un certain nombre d'instances et notamment la commission locale des usagers, commission qui regroupe à la fois les professionnels du transport fluvial, le monde économique associé, mais également des représentants du tourisme fluvial. L'impact du

recalibrage pour la plaisance sera faible excepté durant les travaux qui ralentiront la circulation des usagers.

Le projet ne prévoit pas d'aménagement pour la création d'un port sur Wervicq-Sud. Il existe déjà un port flamand au niveau de l'îlot de Balokken. Les travaux permettront de recréer un chemin de halage entre le pont de Wervicq-Sud et la passerelle d'accès à l'îlot de Balokken.

L'objet du projet est de recalibrer la Lys Mitoyenne afin d'assurer une meilleure navigabilité aux bateaux de transport de marchandises ou de personnes sur le grand gabarit. Le projet ne comprend pas le dragage des bras délaissés. Le dragage des ports de plaisance concédés par VNF est à la charge de leurs exploitants. ».

**C1 : Monsieur Hamza EL KOSTITI** pour l'association le petit sceau rouge  
Membre du collectif Lys Deûle environnement [elkosti@gmail.com](mailto:elkosti@gmail.com)  
Enregistrée le 16 novembre 2018 par courriel adressée à la mairie d'Halluin :

« Monsieur le Préfet

*Dans le cadre de l'enquête publique, nous alertons vos services sur cinq points précis dans le cadre de l'élargissement des bords de Lys.*

*1 La pollution : nous sollicitons votre haute bienveillance pour obtenir plus de précisions et d'avantages de garanties sanitaires sur le déplacement des terres et des boues.*

*Les boues de dragage seront déposées sur le terrain de dépôt TD22 d'une superficie de 8 hectares.*

*Selon les Voies Navigables de France (VNF) les 198.000m3 de boues qui vont être déposées à cet endroit feront élever le niveau du sol de +2,4 mètres.*

*Ces boues seront-elles traitées sur place ? Avec quel cahier des charges ?*

*En cas de présence de métaux lourds, quelles sont les garanties pour que cette pollution ne perturbe pas les milieux trophiques de la Lys ?*

*Ce plateau bocager cultivé depuis des décennies est vierge sur le plan écologique, les terres qui constitueront cet îlot proviennent non pas du dragage des cours d'eau, mais du creusement de la nouvelle Lys.*

*2 L'étude du cabinet biotop n'est pas à jour en 2018 : l'étude préalable utilisé pour l'enquête publique est une étude de biotop, celle-ci est à notre sens datée voir périmée.*

*Depuis la biodiversité a changé et des espèces rares et protégées ont fait leur apparition (ou de leur disparition).*

*Nous avons repéré trois espèces de flore en autre : carex hostiana DC - laïche blonde – carex laevigata smith – laïche lisse – cephalanthera longifolia céphalanthère à longues feuilles.*

*Quelle mesure de compensation pour ces espèces ?*

*3 sur la zone des travaux, un oiseau rare et menacé parmi d'autres : il s'agit d'un passereau paludicole dont la présence est souvent révélée par son chant caractéristique. Vulnérable dans la région et est très rare sur la vallée de la Lys. Cette espèce est considérée comme en danger d'extinction au niveau national. D'après la littérature scientifique, l'espèce colonise principalement les grandes roselières à roseau commun, mais elle s'installe également dans les formations à grandes laïches et les zones à massettes.*

*L'espèce niche sur plusieurs sites de la Lys dans le tronçon Halluin Deûlémont.*

*4 sur la zone des travaux, un chauve souris à protéger : nous avons repéré une chauve-souris Grand Rhinolophède grande taille au nez en forme de fer à cheval, qui*

*lui vaut son nom et par lequel émet et réceptionne des ultrasons pour chasser et se déplacer, elle est observée en période hivernale suspendue aux plafonds de cavités humides à températures stables.*

*Cette espèce qui se nourrit de coléoptères et de papillons de nuit, les chasse le plus souvent à l'affût en se suspendant aux branches. Elle apprécie donc les milieux bocagers présentant des haies hautes et des prairies pâturées. Une seule colonie de reproduction est reconnue à ce jour dans la région des Hauts de France.*

*La présence au bord de la Lys est tout sauf un détail.*

*Il faut absolument préserver cette richesse avant, pendant et après les travaux.*

*5 autres déplacements de pollution ; l'installation des deux grandes éoliennes de Menin ont créé un micro climat et des vents qui déplacent un certain nombre de polluants type dioxines like sur le couloir de la Lys allant jusqu'à Bousbecque.*

*Cette donnée n'a pas été prise en compte dans les carottages de terres analysant la pollution des sols.*

*Nous craignons que ces pollutions se retrouvent déplacées voir amplifiées sur d'autres terres limitrophes à la Lys.*

*Pour l'ensemble de ces propositions et pour éviter tout litige devant le TA, nous souhaitons collaborer en amont avec VNF pour élaborer un plan d'action et un retroplaning présenté dans un second temps à la population et aux tissus associatifs via une réunion publique.*

*En espérant une réponse positive, acceptez Monsieur le Préfet, l'expression de notre bienveillance.*

*Signée Pour l'association le petit sceau rouge  
Membre du collectif Lys Deûle environnement  
Hamza EL KOSTITI ».*

#### Réponse du pétitionnaire :

Réponse des VNF du 14 novembre 2018 :

«1-Le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne ne prévoit aucun dépôt de sédiment sur le terrain de dépôt n°22 de Warneton. Les travaux conduiront à extraire 333 000 m3 de matériaux. La réglementation existante distingue bien les déchets inertes des non inertes, et ceux dangereux des non dangereux. Dans le cas du projet de la Lys, les sédiments sont aujourd'hui considérés comme inertes ou non inertes dans certains cas. L'ensemble est cependant non dangereux. Seuls seront réutilisés dans le cadre des travaux, les matériaux inertes. Ceux-ci serviront pour les mesures compensatoires dans les bras délaissés de Comines et de Warneton (dit « vert digue »). Tous les matériaux extraits non inertes (et qui sont non dangereux) seront intégralement pris en charge par les entreprises de travaux et transférés dans les sites agréés français ou belges avec, dans la mesure du possible, des objectifs de valorisation. Aucun site ne sera créé ou réutilisé pour le stockage des matériaux non inertes sur les abords de la Lys

2-Pour le recalibrage de la lys mitoyenne, VNF a fait réaliser un diagnostic faune, flore et habitats complet (1 an d'observation) en 2012 par la société Auddicé Environnement. Un diagnostic complémentaire sur le terrain de dépôt n°18 (1 an d'observation) a été réalisé en novembre 2015 par la société Biotope. Une actualisation du diagnostic initial (2 mois) a été réalisé par la société Auddicé Environnement en juin 2016

VNF n'a pas eu d'observations par la Police de l'eau, le Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable ou le Conseil National de la Protection de la Nature sur la validité de ses données.

Les espèces de flore évoquées n'ont été inventoriées ni dans la bibliographie (Conservatoire botanique National de Bailleul, Réseau des Acteurs de l'Information Naturaliste) ni lors des investigations sur le terrain. De plus, il s'agit de 3 espèces qualifiées d'«exceptionnelle» dans la région (source ; Conservatoire Botanique de Bailleul). Aucune donnée concernant ces espèces n'est localisée sur la vallée de la Lys.

*La laîche blonde (carex hostiana DC) et la laîche lisse (carex laevigata smith) sont caractéristiques de prairie humide. VNF impacte très peu de prairie humide lors de ses travaux en dehors de celle identifiée à Comines pour les travaux de SPW. Lors de la visite de ce secteur pour confirmer le caractère humide de cette zone, notre écologue n'a pas identifié ces espèces.*

*Le céphalanthère à longues feuilles (céphalanthéra longifolia) est une orchidée calcicole thermophile. Aucun habitat potentiellement favorable à cette espèce n'est présent au sein de la Lys mitoyenne*

*Nos travaux seront suivis par un ingénieur écologue afin d'assurer le respect des engagements pris par VNF durant la phase chantier mais également ensuite. Des balisages et des formations pédagogiques aux entreprises de travaux seront réalisées afin de sensibiliser sur les enjeux environnementaux et d'éviter tout impact sur une espèce identifiée. VNF vous invite à nous communiquer la position géographique précise des espèces que vous avez identifiées afin que nous puissions prendre les mesures nécessaires (balisage...).*

3-Vous évoquez un passereau paludicole (oiseau qui niche dans les roselières, cariçaies ...) sans nommer l'espèce que vous visez, ni la zone d'observation.

Dans le cadre de notre diagnostic nous avons identifié 82 espèces nicheuses dont 24 sont patrimoniales. Les impacts résiduels de notre projet qui n'ont pu être évités ou réduit, concernent pour l'avifaune nicheuse la destruction d'habitats (haies ripisylve, boisement le long du canal). Sur l'ensemble de notre aire d'étude cela impacte 33 espèces d'oiseaux protégées (2 cortèges aviaires distincts).

Premier cortège : Les espèces liées à la végétation hélophytique (roselière notamment) et /ou arbustive des zones humides. (6 espèces appartenant toutes à l'ordre des passériformes : le Gorgebleue à miroir ou le bruant des roseaux par exemple qui constituent des passereaux paludicoles).

Second cortège : les espèces plus ou moins ubiquistes liées au bocage, aux haies et/ou bosquets : (20 espèces sur 27 appartenant à l'ordre des passériformes : l'accenteur mouchet ou le troglodyte mignon par exemple).

VNF a présenté au CNPN et obtenu une dérogation pour la destruction, l'altération, ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées. Cette dérogation intègre notamment les *passereaux paludicoles* avec l'altération de leur habitat. En effet nos travaux nécessiteront la destruction des ripisylves, haies et jeune boisement et roselière le long du canal. Afin de limiter cet impact et le compenser, VNF réalisera ses déboisements en septembre-octobre, période la moins perturbante pour cette espèce. A l'avancement des travaux, les berges et talus seront replantés afin que haies et ripisylves se redéveloppent rapidement.

4-VNF pour la réalisation de son étude d'impact a fait réaliser un diagnostic entre Deulémont et Halluin spécifique aux chiroptères par la société Auddicé

Environnement en septembre 2015. Lors de notre passage en CNPN, il nous a été demandé de réaliser une campagne supplémentaire plus importante de suivi des chiroptères en période estivale. Ce diagnostic complémentaire a été conduit par Auddicé Environnement en 2018 (juin et juillet). Les résultats de ces études montrent l'absence du Grand Rhinolophe dans le secteur d'étude.

VNF a présenté au CNPN et obtenu une dérogation pour la destruction, l'altération, ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées. Cette dérogation intègre notamment les chiroptères avec l'altération de leur zone de chasse et axes de déplacement. En effet nos travaux nécessiteront la destruction des ripisylves, haies et jeune boisement le long du canal. Afin de limiter cet impact et le compenser, VNF réalisera ses déboisements en septembre-octobre, période la moins perturbante pour cette espèce. A l'avancement des travaux, les berges et talus seront replantés afin que haies et ripisylves se redéveloppent rapidement.

Pour notre information, merci de nous préciser le lieu précis et la date de votre observation du Grand Rhinolophe.

5-Vous craignez du fait de nos terrassements, des déplacements de polluant de type dioxine que nous n'aurions pas identifié. Ces polluants seraient transportés par les deux éoliennes de Menin.

La pollution des sols à la dioxine serait dû à l'ancien incinérateur de la métropole européenne de Lille fermé en 1998. Cette pollution fixée dans les sols de ce secteur géographique ne migre plus. Le nouveau Centre de Valorisation Énergétique (2002) émet des dioxines en deçà des normes autorisées (0.0178 ng par m<sup>3</sup> pour 0.1 ng réglementaire). Les mesures de l'ATMO indiquent des émissions « normales » de cette molécule fortement présente en Nord-Pas-de-Calais du fait de son passé industriel. (Données issues des données de la Ville d'Halluin et l'association Halluin 3R).

Les travaux du recalibrage de la Lys généreront essentiellement des déblais issus des berges et du canal. Comme évoqué en au premier point (1-), l'ensemble des déblais inertes suivant la réglementation française seront réutilisés pour les mesures compensatoires. Les matériaux non inertes non dangereux seront évacués dans des sites agréés français ou belges. Le déplacement de pollution est donc faible et ne créera pas de risque sanitaire supplémentaire pour les populations. En effet ce type de polluant étant lipophile, il transite via les graisses bovines ou le lait. Les mesures compensatoires n'ont pas de lien avec l'agriculture ou l'élevage.

## **WARNETON :**

**R1 Monsieur Denis VIAENE** 48 route de Deûlémont 59560 Warneton

[Denisv59560@hotmail.com](mailto:Denisv59560@hotmail.com)

Enregistrée à Warneton le 13 novembre 2018 :

« à Monsieur Dominique BOIDIN

Commissaire enquêteur

*Sur le plan d'aménagement, planche 1/6 du délaissé de Deûlémont RG M2 Section L20-L21, il n'est pas prévu de liaison avec l'ancienne Lys.*

*Une liaison pour permettre une circulation dans l'ancienne Lys et ainsi ralentir l'envasement de ce « cul de sac » de la Lys.*



*Dans les autres délaissés une circulation est déjà effectuée.  
Je pense nécessaire de faire cette opération en même temps que les opérations de recalibrage.*

*Signée : Warneton le 13 novembre 2018  
Denis VIAENE ».*

Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 07 décembre 2018 :

« Le projet du recalibrage de la Lys Mitoyenne n'intègre pas ces travaux. Une ouverture à l'amont du délaissé de Deûlémont favoriserait sont envasement par apport de fines de la Lys canalisée. Cette ouverture serait dans le sens du courant de la Lys. Généralement l'envasement de ces bras provient d'apport de matériaux extérieurs (rejet d'eau pluvial direct). »

**WERVICQ-SUD :**

Aucune remarque et/ou courriel sur le registre des observations du public.

**Remarques et observations écrites enregistrées par courriels dans le registre d'enquête dématérialisé de la Préfecture du Nord :**

**C1 : Madame Lukacsovits SAMYN** 12 quai de la Marine 59890 Deûlémont  
[colette-samyn@orange.fr](mailto:colette-samyn@orange.fr) tel : 06-67-26-68-82

Enregistrée à la préfecture de Lille le 12 novembre 2018 :

« Je vous prie de bien vouloir noter **mon refus** en ce qui concerne le recalibrage de la Lys. ».

J'invite le pétitionnaire à prendre acte de ce refus.

Réponse de VNF du 14 novembre 2018 :

« VNF prend acte de ce refus. »

**C2 : Monsieur Thomas MASSCHELEIN** [famimass@gmail.com](mailto:famimass@gmail.com)

Enregistrée à la préfecture de Lille le 4 novembre 2018 :

« Bonjour, le projet de la Lys doit prendre en compte le fait que les berges de la Lys sont empruntées par de nombreux piétons et cyclistes et que le site est un poumon vert, une zone naturelle à préserver voire même à améliorer.

Il y a lieu de ne pas défigurer les berges en supprimant toute la végétation ! Des arbustes/roseaux doivent être replantés entre le canal et les chemins de halage pour préserver le cadre naturel. Une végétation « haute » devrait être plantée notamment pour cacher les bâtiments industriels inesthétiques existants. Des solutions techniques existent pour permettre la plantation d'arbres au droit du canal sans que ces derniers aient un impact sur les ouvrages.

Il serait nécessaire de réaménager les chemins notamment le long du bras mort de la Lys côté de l'îlot du vert digue perpendiculairement aux berges durant l'été 2018 créé qui interrompt le chemin permettant de longer le bras mort.

Je remercie de l'attention que vous porterez à mes observations.

Cordialement.

*Signé Thomas MASSCHELIN ».*

Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France

Réponse du pétitionnaire

Réponse de VNF du 14 novembre 2018 :

« Pour la bonne réalisation des travaux, VNF est tenu de défricher tout ou partie des berges. Une fois les aménagements réalisés, en sus de la reprise spontanée de la végétation sur les berges qui est classiquement constatée, de nouvelles plantations (ripisylve et roselières en berge, haies arbustives et hautes en talus et accotement) seront mises en œuvre. Il sera préservé autant que possible les arbres existants ; pour se faire, VNF prendra l'attache d'ingénieurs écologues et d'un coordonnateur environnemental afin de s'assurer du respect des engagements pris notamment pendant la phase chantier. Les plantations feront l'objet d'un suivi pendant les premières années afin de s'assurer de leur bonne reprise, et les mesures de compensation feront l'objet d'un suivi par un écologue jusqu'à 30 années. La Métropole Européenne de Lille partenaire de VNF assurera la gestion du chemin de halage.

L'îlot du vert digue est une zone Natura 2000 Wallonne. La noue mentionnée correspond à des travaux réalisés par la ville de Comines Warneton. Nous vous engageons à vous rapprocher des services techniques de la ville pour les questions liées à ce projet. ».

**C3 Monsieur et Madame Guy MASSON** n°8 rue de l'hospice 59890 Deûlémont  
Enregistrée à la préfecture de Lille le 14 novembre 2018 :

« Deûlémont le 14/11/2018

*Objet : le recalibrage de la Lys sur Deûlémont*

*Monsieur le Commissaire enquêteur*

*Par la présente, nous voulons vous faire part de notre opposition au projet mentionné en objet. Nous sommes opposés au recalibrage de la Lys prévu sur la commune de Deûlémont en vue de la construction du canal Seine/Nord.*

*Ce projet n'engendrera que des nuisances pour notre village. Nuisances que nous subissons déjà avec le site Clarebout et l'étude de la plateforme bimodale du "Pont Rouge". Si ce recalibrage est effectué, cette plateforme verra le jour et la zone industrielle prévue sera effective. Nous ne voulons pas cela pour notre village.*

*Ce projet Seine/Nord est fait pour éviter le trafic routier. Quel impact connaît-on aujourd'hui sur cette absorption de trafic ?? Cela n'évitera pas le transport local et régional qui, par endroit, sera plus intensif.*

*L'objectif de ce projet est de faire passer des péniches de plus en plus grosses. Aujourd'hui, les plus importantes sont de l'ordre de 1500 tonnes. Ce tonnage est prévu d'augmenter jusqu'à 6000 tonnes. Quadrupler le tonnage !!! La Lys n'étant pas le Rhin, comment feront ces bateaux pour se croiser ?? Surtout dans le schéma le plus sombre pour notre village où la plateforme bimodale du Pont Rouge verrait le jour.*

*La maîtrise d'ouvrage est appliquée à chaque pays et régions, mais il n'y a aucune concertation entre la France, la Wallonie et les Flandres. Comment est-ce possible ??? Que veut dire COORDINATION pour ces maîtres d'ouvrages ???*

*Que deviendront les zones Natura 2000 côté France et côté Belgique ??? A l'heure où les changements climatiques sont indéniables, toutes les zones inondables sont détruites où impactées par la modernisation et l'appât du gain.*

*Que deviendront les zones vertes recouvertes des boues ? Deûlémont subira toutes les nuisances de ce projet.*

*VNF tient-il compte des nuisances supportées par les Deûlémontois ? Nous en doutons fortement car, aucun de ses représentants n'a jamais participé aux réunions organisées par la commune de Deûlémont ou autres associations.*

*Enfin, l'impact d'un tel projet sera néfaste pour les Deûlémontois qui verront la valeur de leurs habitations dépréciées. C'est le travail de toute une vie qui sera anéantie. C'est vrai que ces décideurs n'en ont que faire.*

*Deûlémont, village de verdure et de tranquillité, deviendra un village fantôme où plus personne n'aura envie de s'y arrêter.*

*Pour toutes ces raisons, nous sommes fortement opposés à ce recalibrage. Que ces gens nous laissent vivre en paix.*

*En vous remerciant de nous avoir lus, nous vous prions de croire, Monsieur le commissaire enquêteur, en nos respectueuses salutations.*

*Signée : à Deûlémont le 14/11/2018 ».*

#### Réponse du pétitionnaire :

Réponse de VNF du 14 novembre 2018 :

« Le développement de la voie d'eau pour la navigation de bateaux a plus forte capacité d'emport est un moyen pour favoriser le report modal de la route vers le fluvial en rendant plus compétitif le transport fluvial. Ce transport fiable, économique et moins polluant que la route (à même capacité d'emport et sur une distance équivalente), permet de massifier le transport sur de longues distances.

Le recalibrage de la Lys permet la circulation et le croisement de bateaux de classe Va (jusque 135 m de longueur) et la circulation de classe Vb en alternat (jusque 180m). Ces dernières unités seront limitées à 4400 t maximum. Elles navigueront seules entre 2 écluses. Les bateaux croisés devront attendre son passage sur une zone de stationnement (avant et après chaque écluse). Nous estimons que ces bateaux représenteront 2 unités par jour en 2060.

Les trois maîtres d'ouvrages ont réalisé conjointement le projet du recalibrage de la Lys mitoyenne et sont liés par une convention internationale. Chacun mène ses études sur son territoire de concert avec les autres maîtres d'ouvrage. Les projets d'aménagements territoriaux wallons ou flamands ne sont pas inclus dans cette convention.

Dans le cadre du projet du recalibrage de la Lys, aucune zone protégée française ou belge (N2000, ZNIEFF de type I ou II) n'est impactée par le projet. Lorsque l'évitement ou la réduction n'a pas été possible pour la protection d'un milieu naturel, le projet prévoit une mesure de compensation à proximité et adaptée à l'impact. C'est en ce sens que sont notamment créées de nouvelles zones humides au niveau de l'ancien site de gestion de sédiment n°18 de Deûlémont.

De la même manière, l'impact du projet relatif aux matériaux extraits a été finement étudié. Les travaux conduiront à extraire 333 000 m<sup>3</sup> de matériaux.

Une caractérisation des matériaux à extraire a été réalisée.

La réglementation existante distingue les déchets inertes et non inertes, et ceux dangereux et non dangereux. Dans le cas du projet de la Lys, les analyses ont montré qu'il existe des sédiments inertes et d'autres non inertes. A ce stade, les analyses permettent de les classer comme non dangereux.

Dans le cadre des travaux, seuls seront réutilisés les matériaux inertes. Ceux-ci serviront pour les mesures compensatoires dans les bras délaissés de Comines et de Warneton (dit « vert digue »).



Tous les matériaux non inertes seront pris en charge par les entreprises de travaux et transférés dans les sites agréés avec, dans la mesure du possible, des objectifs de valorisation. Aucun site ne sera créé ou réutilisé pour le stockage des matériaux non inerte sur les abords de la Lys.

Des caractérisations (de ces matériaux) seront réalisées en phase travaux pour confirmer les caractères inertes/non inertes et non dangereux/dangereux afin d'acheminer les matériaux extraits vers les bonnes destinations. ».

### **Synthétisation par seize (16) thèmes des remarques et observations du public :**

Remarques	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P
<b><u>BOUSEBECQUE :</u></b>																
<u>R1</u>	X															
<u>R2</u>		X	X													
<u>R3</u>			X	X	X	X										
<u>R4</u>			X								X					
<b><u>COMINES :</u></b>																
<u>R1</u>		X														
<u>R2</u>		X														
<u>R3</u>		X														
<u>R4</u>							X									
<u>R5</u>								X								
<u>R6</u>		X														
<u>R7 Commune de Comines</u>			X						X	X	X					
<b><u>DEULEMONT :</u></b>																
<u>L1</u>																X
<u>L2</u>															X	X
<u>L3</u>															X	X
<u>L4 Ville de Deûlémont</u>			X											X	X	X
<u>L5</u>				X								X			X	X
<b><u>HALLUIN :</u></b>																
<u>R1 Ville de Menin</u>									X		X	X	X			
<u>R2</u>		X														
<u>R3</u>			X										X	X		
<u>C1</u>					X	X										
<b><u>WARNETON :</u></b>																
<u>R1</u>			X													
<b><u>WERVIC-SUD :</u></b>																
<u>Pas de remarque ni de courriel dans le registre</u>																
<u>Site Préfecture du Nord (courriels)</u>																
<u>C1</u>															X	
<u>C2</u>				X							X					
<u>C3</u>				X			X						X		X	X
	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>	<b>E</b>	<b>F</b>	<b>G</b>	<b>H</b>	<b>I</b>	<b>J</b>	<b>K</b>	<b>L</b>	<b>M</b>	<b>N</b>	<b>O</b>	<b>P</b>
<b><u>Total : 51</u></b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>6</b>

**Légende du tableau et résultats de la consultation du public :**

A : aire de retournement (1)  
 B : emprise expropriée- acquisition foncière-servitude tréfoncière (6)  
 C : curage – aménagement des bras morts – gestion (7)  
 D : préservation des zones humides – Natura 2000 – berges et chemins (4)  
 E : préservation et protection de la faune-flore- travaux compensatoires (2)  
 F : traitement des sédiments (2)  
 G : enquête publique transfrontalière – collaboration administrative/travaux (2)  
 H : hydraulique de l'ouvrage (1)  
 I : passe piscicole (2)  
 J : maison du patrimoine-jardin public aménagement/accessibilité/sécurité (1)  
 K : aménagement des chemins de halage (4)  
 L : pont d'Halluin-Menin(Belgique) planification des travaux (1)  
 M : coordination des travaux transfrontalier (4)  
 N : impact travaux/trafic futur sur la navigation de plaisance (2)  
 O : opposition au projet de recalibrage de la Lys (6)  
 P : opposition au projet de plateforme bimodale et de quai au lieu-dit « Le Pont Rouge » à Warneton (Belgique) (6)

**Répartition des Remarques, Lettres et Courriels**

<b><u>Communes</u></b>	<b><u>Remarques</u></b>	<b><u>Lettres</u></b>	<b><u>Courriels</u></b>
<b><u>Bousbecque</u></b>	<b><u>4</u></b>		
<b><u>Comines</u></b>	<b><u>7</u></b>		
<b><u>Deûlémont</u></b>		<b><u>5</u></b>	
<b><u>Halluin</u></b>	<b><u>3</u></b>		<b><u>1</u></b>
<b><u>Warneton</u></b>	<b><u>1</u></b>		
<b><u>Wervicq-Sud</u></b>			
<b><u>Préfecture du Nord</u></b>			<b><u>3</u></b>
<b><u>Total : 24</u></b>	<b><u>15</u></b>	<b><u>5</u></b>	<b><u>4</u></b>

**Analyse des observations consignées sur le registre**

*L'ensemble des 24 observations du public dont celles des communes de Comines, de Menin (Belgique) et de Deûlémont, recueillis dans les six (6) registres communaux, et sur le site dématérialisé de la préfecture du Nord, sous la forme de Remarques, Lettres et Courriels, concerne effectivement 16 thèmes généraux (voir plus haut) pour lesquels le pétitionnaire a apporté des réponses (hormis celle anonyme), qu'il devra tenir compte lors de l'élaboration de son projet définitif.*

*En premier lieu il n'y a pas d'observations spécifiques sur la mise en compatibilité du document d'urbanisme.*

*Il y a six (6) observations qui reflètent une opposition de fond au projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, et six (6) autres observations qui s'opposent à l'implantation par la Direction des Voies Hydrauliques de Tournai en collaboration avec le Port Autonome du Centre et de l'Ouest (PACO) d'une plateforme bimodale et d'un quai au lieu-dit « Le pont rouge » à Warneton sur le territoire de Wallonie en Belgique.*

*A ce titre, il faut rappeler que cette plateforme bimodale et plus particulièrement le quai de déchargement, n'est pas inclus dans les projets connexes du recalibrage de la Lys Mitoyenne, puisqu'il n'est prévu à cet endroit que la mise en place de palplanches et de gabions.*

*Par voie de conséquence, cette observation ne peut pas être prise en compte dans l'enquête publique qui nous concerne, étant située en Belgique.*

*Une enquête publique spécifique à caractère transfrontalier s'est déroulée dans les communes impactées par ce projet, du 27 août 2018 au 27 septembre 2018, et a fait l'objet d'un avis défavorable par son commissaire enquêteur, le 25 octobre 2018, aux motifs que les lieux concernés sont situés en zone marécageuse bénéficiant d'un potentiel de biodiversité, en contradiction avec la convention européenne dite « d'Espoo ».*

*Quoiqu'il en soit, le conseil municipal de la ville de Deûlémont, a donné un avis défavorable, le 18 septembre 2018, rappelé par Monsieur Christophe LIENART, maire de Deûlémont dans sa lettre du 13 novembre 2018 consignée au registre communal des observations du public, au motif que « la mise en place de palplanches et de gabions permettra l'accès à des péniches beaucoup plus grandes qu'actuellement. Donner un accord sur de tels travaux pourrait être considéré comme un accord tacite pour la construction à terme de la plateforme bimodale côté Belgique... ».*

*L'autre sujet de préoccupation du public est l'avenir des ports de plaisance implantés le long des rives de la Lys Mitoyenne sur la navigation de plaisance du fait des travaux et de l'envasement rapide des bras morts dû au passage de péniches de 1500 tonnes. Cet envasement rend impossible la navigation de plaisance sur certains bras morts, les fonds n'atteignant plus qu'une profondeur de 80 centimètres.*

*Or, le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne ne prévoit pas le dragage de ces délaisés, qui resterait selon les Voies Navigables de France à la charge de leurs concessionnaires.*

*Beaucoup d'observations se concentrent autour d'intérêts particuliers, par les conséquences d'une expropriation foncière (acquisition foncière classique, et acquisition de volume en servitudes tréfoncières du fait de la pose de tréfonds) à savoir :*

*-le piquetage des limites d'emprises afin de connaître les conséquences d'activités industrielles, d'occupations patrimoniales et autres...*

*-d'inquiétudes sur les modalités de réalisation des travaux d'enfoncement des palplanches et des tréfonds, occasionnant des vibrations et de leurs conséquences sur la stabilité des bâtiments et des habitations limitrophes, apparitions de fissures, inondations des sous-sols, et autres.*

*-de préoccupations pour la santé des riverains durant la phase travaux : nuisances sonores, poussières, dégradations des voiries, risque d'accidents, de fermetures provisoires de ponts, de déviations de la circulation routière, passage important d'engins et de camions, de salissures des voiries communales...*

*Il y aura lieu d'éclaircir ces différents points avec les propriétaires impactés par ces travaux, et pas seulement avec ceux qui seront expropriés, afin de les rassurer d'une part, et de constater les éventuels désordres subis à la suite de ces travaux, d'autre-part.*

*Autres sujets évoqués :*

*-la préservation des prairies humides, de leur faune et de leur flore*

*-de l'avenir de la zone Natura 2000*

*-les boues de dragages, leurs toxicités et leurs retraitements*

*-les travaux compensatoires*

*-l'aménagements des berges et des chemins de halages*

*-la coordination des travaux transfrontaliers*

*Autre contribution à l'enquête publique, celle de la ville de Comines qui demande à connaître :*

*-les conditions de l'entretien futur du bras mort du fait de son envasement et des dégradations du milieu, du traitement des eaux industrielles*

*-la gestion du nouvel îlot créé, et de l'aménagement de la berge française*

*-l'emprise sur la Maison du Patrimoine, la configuration nouvelle du cheminement piétonnier et sa sécurité.*

*Egalement, il y a lieu de signaler l'intervention de la ville de Menin (Belgique) qui souhaite une parfaite coordination des travaux sur son territoire, entre les différents maîtres d'ouvrages, et connaître aussi les échéances en matière de planification des travaux, notamment ceux pour la réalisation de la passe piscicole, et ceux pour l'aménagement du pont d'Halluin.*

<p style="text-align: center;"><b>AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR ET CONCLUSIONS SUR LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE</b></p>
---

Toutes ces observations ont été portées à la connaissance du pétitionnaire, suivant procès-verbal de synthèse des observations du public, par courriel en date du 24 novembre 2018.

Ce dernier a fait connaître sa position, conformément au mémoire en réponse par courriel en date du 7 décembre 2018, figurant en annexe.

Le public qui se sera déplacé et aura rédigé une remarque sur l'un des six registres communaux, et/ou envoyé une lettre ou un courriel en mairie, et/ou un courriel à la préfecture du Nord, ainsi que pour les villes de Comines, Deûlémont et Menin par leurs contributions à l'enquête publique, trouveront la réponse à leurs questionnements, au travers de ce rapport et du mémoire en réponse.

La présente enquête publique s'étant déroulée conformément aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, de l'urbanisme et de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et de l'arrêté préfectoral du Nord en date du 12 septembre 2018, les interrogations et les observations du public, ainsi que les avis des Personnes Publiques Associées, ne sont pas de nature à remettre en cause les orientations et les objectifs du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne.

Les conclusions et avis sur la présente enquête publique, sont développés dans les documents distincts du présent rapport.

---

Fait à WICRES le 12 décembre 2018

Le Commissaire Enquêteur

  
Dominique BOIDIN

Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France